



This is our **Communication on Progress** in implementing the principles of the **United Nations Global Compact** and supporting broader UN goals.

We welcome feedback on its contents.

GLOBAL COMPACT

Communication sur le Progrès

2014

Caractère dominant de l'information

Stratégie

Détailé

Niveau de présentation de l'information

**ANALYSEUR
DE NOTRE RESPONSABILITÉ
SOCIALE**

**ANALYST
OF OUR CORPORATE SOCIAL
RESPONSIBILITY**

SARL

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

GRI



GLOBAL COMPACT DES NATIONS UNIES



Séché Environnement est signataire du Global Compact des Nations Unies depuis 2003



Depuis douze ans,
l'adhésion de Séché
Environnement au
Global Compact des
Nations Unies lui sert de

balise, et une Charte en sept engagements
formalise sa ligne de conduite en matière
de Développement durable. Une charte
Qualité Santé Sécurité Environnement
en décline les engagements au niveau
des sites et le Code de comportements et
d'actions (actualisé en 2013 avec mise en
place d'un « droit d'alerte » pour les salariés)
concourt à mobiliser et responsabiliser
individuellement tous les collaborateurs
en ce domaine. »

Joël Séché,
Président-Directeur Général
Mars 2015

Droits de l'homme

Les entreprises sont invitées à :

- promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ; et
- veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

Normes du travail

Les entreprises sont invitées à :

- respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
- l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- l'abolition effective du travail des enfants ; et
- l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

Les entreprises sont invitées à :

- appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et
- favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

Les entreprises sont invitées à :

- agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.



« Aujourd'hui, le Global Compact constitue la plus importante initiative au monde dans le domaine de l'entreprise. [...] Il a poussé les entreprises à adopter des principes universels et à s'associer avec l'ONU pour s'attaquer aux grands problèmes. [...] Il est devenu synonyme de responsabilité des entreprises. »

Déclaration du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, lors du Forum économique mondial de Davos, le 29 janvier 2009.





CHARTRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Les 7 engagements

pour faire de Séché Environnement un catalyseur de la dynamique du développement durable pour ses salariés, ses actionnaires, ses riverains et ses partenaires commerciaux.



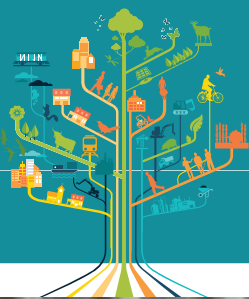
Séché Environnement s'engage à :

- faire de la protection de l'environnement, de la santé humaine et de la responsabilité à l'égard des personnes, les conditions de sa pérennité.
- promouvoir, à l'intérieur de ses établissements, une véritable attitude de développement durable, impliquant la primauté du dialogue social, la sensibilisation et la formation de son personnel au développement durable et une organisation interne en relation avec cet objectif.
- agir en ambassadeur du développement durable auprès de ses clients et de ses fournisseurs, afin de promouvoir, dans les modes de production comme dans les modes de consommation, un développement durable.
- se comporter en entreprise citoyenne et responsable menant une politique de transparence, d'amélioration continue et de concertation, intégrant les attentes légitimes des parties prenantes, en étant à l'écoute des évolutions de la société.
- contribuer à la recherche et à privilégier le développement de filières de traitement de déchets eco-efficaces et toujours plus sûres en termes d'impact sur la santé et l'environnement.
- respecter et même à anticiper les réglementations en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement, en appliquant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.
- faire de son comportement éthique et respectueux des lois et conventions internationales en vigueur la règle fondamentale de ses démarches commerciales.



Joël Séché,
Président-Directeur Général
Mars 2015





POLITIQUE QSSE

QUALITÉ SANTÉ SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT



- La politique Santé, Sécurité et Environnement du Groupe est fondée sur le respect de la personne et de son environnement.
- La maîtrise et la prévention des risques exigent des équipes capables de les identifier, de les évaluer, de proposer des solutions et de mettre en œuvre les mesures retenues : maîtrise et prévention s'inscrivent dans des principes managériaux issus des fondamentaux de la Qualité totale.
- Cette maîtrise et cette prévention contribuent à l'amélioration des performances globales de Séché Environnement.
- L'objectif majeur consiste à éviter l'accident, la maladie, la pollution accidentelle en tout lieu et à tout instant. Les personnes, les biens de l'entreprise et son environnement sont pareillement concernés.



Notre impératif est de tout mettre en œuvre pour atteindre

« zéro » accident,
« zéro » maladie professionnelle,
« zéro » pollution.

Réaliser un tel objectif suppose une vigilance de chaque instant.

- Notre exigence et notre professionnalisme nous permettent jour après jour de nous rapprocher de ces cibles ambitieuses.
- C'est à chacun des sites qu'il appartient de définir les objectifs, les points d'étape et les contrôles nécessaires à mettre en place afin de piloter l'amélioration continue attendue.
- Le réseau QSSE est à leur disposition pour les accompagner tout au long cette démarche.
- Seul l'engagement de chacun permettra au Groupe dans son ensemble de mener à bien cette politique ambitieuse en matière de QSSE.



Joël Séché,
Président-Directeur Général
Mars 2015

Pacte Mondial :

Communication sur le progrès - 2014

La valorisation et le traitement des déchets : Un métier au service de l'environnement

Séché Environnement est l'un des principaux acteurs du marché français du traitement des déchets. Pour mener à bien cette mission, le Groupe s'est progressivement doté de la panoplie la plus complète d'outils performants : traitements thermiques et stockage avec valorisation énergétique, outils spécifiques pour certains déchets particuliers. Il peut ainsi prendre en charge le spectre le plus large de déchets dans les meilleures conditions de sécurité, qu'elles soient d'ordre technique, sanitaire, environnemental ou réglementaire.

Séché Environnement se caractérise par ce positionnement fort, revendiqué, original, en aval des activités de collecte, au cœur des métiers les plus exigeants des marchés du déchet.

Le Groupe traite et stocke, dans le respect de l'homme et de la nature, des flux de déchets divers et variés en provenance des industries et des ménages. Son intervention constitue le dernier maillon du cycle de vie de la production à la consommation de biens, manufacturés ou non. Ce service sans cesse renouvelé, Séché Environnement le fournit principalement à l'échelle de la France (95% de son chiffre d'affaires en 2014 de 444,7 M€) et dans les autres pays de l'Union Européenne (3%).

Les quelques 1 780 femmes et hommes qui composent le Groupe mettent leurs compétences au service de cette mission. La maîtrise de la filière des déchets, et les réponses à apporter aux nouvelles sensibilités en matière d'impact sur la santé publique, sont de leur responsabilité quotidienne.

Car aujourd'hui encore, l'approche du métier poursuit son évolution : Il s'agit moins d'intégrer les exigences du développement durable, tâche déjà bien engagée, que de fournir des solutions environnementales qui limitent les impacts écologiques des activités économiques des clients, partagés entre collectivités locales et entreprises. Les maîtres mots en sont : lutter contre le réchauffement (gaz à effet de serre), préserver les ressources naturelles (matières premières et énergies renouvelables) et protéger la santé et l'environnement.

Métier d'intérêt général, le traitement des déchets impose plus que toute autre activité, une écoute attentive de la Société. Séché Environnement fortement impliqué aux côtés de toute partie prenante spontanément identifiée ou porteuse d'enjeux à un titre ou à un autre, sait que l'acceptation sociale de ses activités est indissociable de sa capacité à démontrer que la solution n'est pas de rejeter ses déchets hors de vue, au-delà de tout territoire perçu comme sien.

Bien au contraire, il est indispensable d'en assurer une valorisation optimale et une fin de vie irréprochable, dans le respect premier d'un cycle de vie « santé » vertueux qui, de la valorisation à l'élimination, apportera à chacun une totale sécurité. Le traitement des déchets est un des facteurs du bien-être de l'homme dans son univers, que cette notion de bien-être soit abordée au travers des maux évités (préservation de la santé, gestion des risques) ou dans une approche plus positive de vie dans un environnement sain, agréable et préservé (économies de ressources naturelles non renouvelables). Ainsi conjuguées, écologie et approche sociétale trouvent place et raison d'être dans la sphère économique.

Porté de cette prise de conscience, Séché Environnement investit depuis une vingtaine d'années dans des actions d'ouverture et de transparence, de pédagogie et d'information, en direction des populations riveraines de ses sites de traitement. Standards élevés en termes environnementaux, aspects sociaux privilégiés, symbiose sociétale promue, autant d'axes récurrents de l'action de l'entreprise soumise en permanence à l'œil critique de chacun.

Dans le cadre de sa responsabilité sociétale propre, le Groupe se doit de toujours de faire œuvre d'action pédagogique en particulier dans l'exercice de ses métiers, afin de bien décliner « sa » contribution au développement durable. L'analyse de ces actions initiées par l'entreprise est souvent riche d'enseignements sur la qualité de l'écoute des populations, sur l'importance d'un langage commun, sur le dialogue qui se noue de la manière la plus constructive possible entre les parties : une bonne compréhension des intérêts mutuels, un plus grand respect de chacun, sont au bout du chemin.

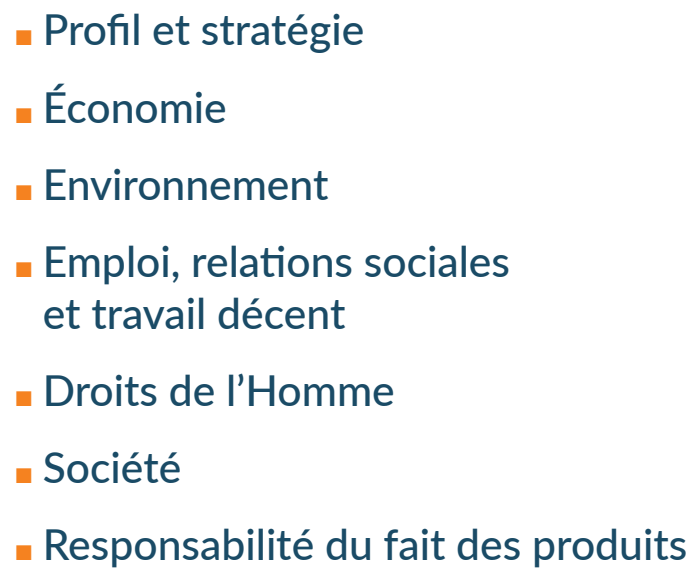
Cette démarche de progrès continu, nous l'avons formalisée dans ses lignes essentielles voici quelques années, en adhérant aux dix grands principes du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies. Elle est à présent de pleine application et nous vous en rendons compte.

Paris, le 7 juillet 2015

Daniel BAUMGARTEN
Directeur Développement Durable

Les données qualitatives, quantitatives et leurs commentaires, font l'objet pour la 13ème année consécutive d'une publication sous forme de Rapport de développement durable (au titre des exercices 2002 et 2003) et sous le nom de Rapport de responsabilité sociétale depuis 2004. Leur contenu vient compléter les documents financiers, sur les aspects sociaux, environnementaux, sociétaux et stratégiques. KPMG a vérifié l'exhaustivité et a émis un avis sur la sincérité des données sociales, environnementales et sociétales 2014 issues de l'article 225 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 et listées dans le décret n°2012-557 du 24 avril 2012.



Les engagements pris par Séché Environnement durant l'année sont répertoriés ci-après selon la classification du GRI3 reproduite en fin de Communication sur le Progrès, avec référence aux pages correspondantes du Rapport annuel de Responsabilité Sociétale 2014 consultable sur le site www.secherse.com/2014/





A graphic illustration featuring silhouettes of people in different work roles. On the left, a person in a suit is riding a bicycle. In the center, a person in a suit and a cap is walking. On the right, three construction workers in hard hats are standing; one is holding a shovel. The entire graphic is rendered in a solid blue color against a white background.







PROFIL et stratégie



| | | | | |
|--------------|---|--|--|---|
| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séch  Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|



| 1 Stratégie et analyse | | | | |
|------------------------|---|-----|-------|--|
| 1.1 | Déclaration du décideur le plus haut placé de l'organisation sur la pertinence du développement durable pour l'organisation et sa stratégie | 6.2 | | <p>Séché Environnement s'inscrit au cœur des préoccupations de développement durable, à travers le traitement des déchets qui est un des facteurs nécessaires au bien-être de l'homme dans son univers. Ses collaborateurs et son outil industriel lui permettent d'accompagner ses clients en leur proposant une prise en charge globale et optimisée de leur problématique environnementale dans leur contexte propre d'évolutions techniques, économiques et environnementales.</p> <p>Pour Séché Environnement, n  peu avant la publication du rapport de Gro Harlem Brundtland posant les notions de base du développement durable dans son rapport aux Nations Unies, et démarrant ses activités sur une telle vision de l'avenir, le développement durable a toujours fait partie intégrante de la nature de l'entreprise, de son éthique, et par là même du comportement de son personnel.</p> <p>Depuis douze ans, l'adhésion de Séché Environnement au Pacte Mondial des Nations Unies lui sert de balise, et une Charte en sept engagements formalise sa ligne de conduite en matière de développement durable. Adoss e à ces grands engagements pris au plus haut niveau du Groupe, sa culture managériale de proximité se décline au quotidien (en fonction des métiers et contextes)   travers une Charte « Qualité Santé Sécurité Environnement », et par un « Code de comportements et d'actions » qui concourt à mobiliser et responsabiliser individuellement tous les collaborateurs en ce domaine.</p> |
| 1.2 | Description des impacts, risques et opportunités majeurs | 6.2 | 35-39 | <p>La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.</p> <p><u>Risques liés au secteur d'activité dans lequel évolue le Groupe</u></p> <p><u>Risques liés à l'environnement réglementaire</u></p> <p>Les activités de Séché Environnement sont soumises à un cadre réglementaire strict fixant des normes minimales en matière de collecte et de traitement des déchets.</p> <p><u>Les grands principes législatifs</u></p> <p>Le Code de l'environnement regroupe dans le livre V "Prévention des pollutions, des risques et de nuisances", l'ensemble des textes législatifs liés à la gestion des déchets et aux obligations d'élimination faites à tous les producteurs. Il intègre notamment les deux lois fondatrices en matière de déchets en France</p> <ul style="list-style-type: none"> la loi n  75-633 du 15 juillet 1975 posant le principe du "pollueur – payeur", modifiée par la loi du 12 juillet 1992 sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ; |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <ul style="list-style-type: none"> la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, qui constitue le cœur du dispositif légal de prévention des risques et des pollutions engendrées par les activités industrielles. <p>Le cadre législatif institue les principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Responsabilité du producteur : le producteur de déchet est responsable de ses déchets de la collecte à l'élimination finale. Les déchets dangereux doivent être traités séparément (article L.541-1 du Code de l'environnement). Par ailleurs, toute entreprise doit pouvoir, à la demande de l'administration, justifier de l'origine, la nature, les caractéristiques, les quantités, la destination et les modalités d'élimination de ses déchets. (article L.541-2 du Code de l'environnement) ; Planification : institués par la loi du 1er juillet 1992, les plans ont pour but la programmation et la gestion des moyens d'élimination des déchets sur le territoire national. Les plans départementaux, ou interdépartementaux concernent les ordures ménagères et les déchets assimilés, les plans régionaux ou interrégionaux concernent les déchets industriels dangereux ; Le financement : la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) est perçue sur le traitement des déchets, à l'exception de la valorisation matière. Cette taxe est majorée pour les sites de stockage non autorisés. Les sites certifiés profitent à l'inverse d'une réduction de taux de TGAP ; Les transports : le transport des déchets dangereux doit répondre aux normes ADR (Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par la route), qui définissent des règles précises en termes d'équipement des véhicules, de formation du personnel... (arrêté du 1er juin 2001). <p>Codification du fonctionnement des installations de traitement</p> <p>Les sites de traitement de déchets du Groupe, des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont soumis à autorisation préfectorale d'exploiter. Cette dernière a un caractère durable sans limitation temporelle.</p> <p>Les autorisations préfectorales d'exploiter des centres de stockage répondent aux exigences de l'arrêté du 9 septembre 1997 sur les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés (fixant des normes d'exploitation et imposant le captage et le traitement des rejets), de la Directive du 26 avril 1999 uniformisant en Europe les normes techniques et environnementales (déjà anticipé en France par les textes nationaux) ainsi que de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage des déchets dangereux. Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2002 (loi Lalonde de 1992), seuls les déchets ultimes sont susceptibles de stockage. L'exploitant du centre de stockage a des responsabilités croissantes (création d'une bande d'isolement de 200 mètres autour du site de stockage ; renforcement des règles d'admission des déchets sur les sites et traçabilité ; surveillance des sites pendant une durée minimale de 30 ans après leur exploitation ; constitution de garanties financières afin d'assurer le respect des obligations de remise en état du site après la fin de l'exploitation).</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|
| | | | | <p>Les autorisations préfectorales d'exploiter les unités d'incinération sont quant à elles soumises aux exigences de la Directive européenne du 4 décembre 2000 harmonisant et renforçant les règles applicables à l'incinération des déchets transposée en droit français par deux arrêtés du 20 septembre 2002, fixant une échéance d'application obligatoire au 28 décembre 2005. Par ailleurs, des investissements d'anticipation sont consentis par les traiteurs de déchets dans le cadre des nouvelles normes européennes applicables aux rejets atmosphériques, aux effluents aqueux, à l'émission de dioxines et furanes par les installations d'incinération.</p> <p>Leur objectif est d'accroître les performances techniques en matière de limitation des émissions et d'assurer leur contrôle permanent (normes plus sévères portant sur les poussières, les métaux lourds, le monoxyde d'azote, les dioxines ; seuils limites pour les rejets dans l'eau afin d'éviter tout transfert de pollution ; comptes-rendus à l'administration et au public (CSS)).</p> <p>Si un site de stockage ne respectait pas les prescriptions figurant dans l'autorisation préfectorale d'exploiter le concernant, l'autorité préfectorale pourrait prendre des mesures en conséquence : les dispositions légales détaillées ci-dessous présentent le processus de remise en cause d'autorisations préfectorales telles que celles dont disposent Séché Environnement :</p> <p>conformément à l'article 17-1 du décret n  77-1133 du 21 septembre 1977, le préfet, agissant à sa propre initiative ou à la demande de tiers, peut imposer une limitation de durée et un volume maximum de déchets stockés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> conformément à l'alinéa 1 de l'article 6 de la loi n  76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le préfet peut imposer, afin de protéger le voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la nature, l'environnement ou la conservation des sites, des prescriptions complémentaires à celles figurant dans les arrêtés préfectoraux d j rendus susceptibles d'atténuer ou d'aggraver les prescriptions initiales ; conformément à l'article 14-2 de la loi de 1976, les communes intéressées, leurs groupements ou les tiers peuvent déférer à la juridiction administrative, dans le cadre d'un recours de plein contentieux, une autorisation d'exploiter une installation class e délivrée par le préfet, en raison des inconvénients et charges que le fonctionnement d'une installation class e peut présenter pour l'environnement. <p>Analyse du risque</p> <p>Dans ce contexte réglementaire, le groupe est exposé au risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> de renforcement des prescriptions légales et réglementaires (qui pourrait induire des coûts et investissements importants de nature à obérer la rentabilité de l'activité dans la mesure où le groupe ne pourrait pas systématiquement en répercuter l'impact sur ses prix de traitement).   titre d'exemple peut être citée la généralisation à compter de 2014, des garanties financières des sites classés ; d'augmentation des coûts de suivi des obligations de plus en plus contraignantes et des contrôles de |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <p>l'administration de plus en plus lourds, pouvant induire un risque de suspension voire de retrait ou de non-renouvellement des autorisations d'exploiter ;</p> <ul style="list-style-type: none"> d'allongement des procédures de renouvellement ou de modification des arrêtés d'exploitation, d'accroissement de leurs coûts (dans un contexte de cristallisation des oppositions des populations riveraines et des associations), sans que soit garanti le succès de telles démarche. <p>Par ailleurs, certaines contraintes réglementaires peuvent imposer une échéance à l'élimination des déchets à leur producteur (type déchets pollués au pyralène). Ceci induit un risque de contraction du marché à l'issue de la période réglementaire d'élimination pour laquelle le Groupe pourrait supporter des coûts de reconversion.</p> <p>Séché Environnement a depuis de nombreuses années fait état de sa maturité sur ces sujets sensibles, qui s'inscrit dans la démarche plus large qu'est sa politique de développement durable. Il compte renforcer encore ses actions dans ce domaine grâce à un suivi rigoureux de ses performances au-delà de toute imposition réglementaire.</p> <p>Cette démarche se traduit pour le périmètre France par :</p> <ul style="list-style-type: none"> un processus de veille réglementaire permanente conduisant le Groupe à se fixer autant qu'il lui est possible un niveau d'exigence plus restrictif, tant sur les modalités d'acceptation et de traitement des déchets que sur la conception des différents sites et la préservation de ces derniers ; une démarche de certification de ses installations de traitement de déchets (ISO 9001 version 2000 - 14001 - OHSAS 18001) qui a pour préalable la mise en place de procédures et modes opératoires visant à la maîtrise des activités susceptibles d'avoir une influence sur la sécurité et l'environnement est détaillée dans des manuels adaptés aux caractéristiques de chaque site et déclinant la politique QSSE du Groupe ; une démarche d'audit réglementaire interne, animée par une équipe qualifiée et indépendante rendant compte directement à la Direction opérationnelle ; l'adoption d'une charte de développement durable en sus des chartes environnementales, sécurité et qualité existantes dans le Groupe, largement diffusée auprès des acteurs de l'entreprise et du Groupe ; l'élaboration et la diffusion à l'ensemble des agents du Groupe de codes de comportement et d'actions explicitant les exigences contenues dans les 7 engagements du Groupe ; la bonne intégration des sites dans leur environnement tant écologique qu'économique ou humain est un souci constant marqué par la présence d'écologues chargés d'y veiller en permanence. Les contacts qu'il assure avec le voisinage proche et la société civile en général permettent au Groupe de mesurer la validité des efforts de l'entreprise en ce domaine. La Société s'attache à fournir à l'ensemble des parties prenantes du Groupe des informations comparatives, d'une année sur l'autre, |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <p>sur l'ensemble des paramètres fondamentaux liés à sa politique de développement durable.</p> <p>Il convient de noter que la Société n'a pas eu connaissance au cours de l'exercice 2014 d'une quelconque action qui pourrait être le pr miss  d'un éventuel recours qui s'insérerait quoiqu'il en soit dans une procédure interactive permettant à la Société de mettre en œuvre des mesures correctives visant à satisfaire les éventuelles requêtes de tiers ou du Préfet.</p> <p><u>Risque pays</u></p> <p>Le Groupe réalise près de 95% de son chiffre d'affaires dans des filiales exerçant leur activité en France. Concernant le chiffre d'affaires réalisé à l'international, il concerne l'Espagne (majoritairement), l'Allemagne et l'Amérique latine. Le Groupe est exposé à un risque pays sur ces deux dernières zones (qui représentent néanmoins moins de 2% de son activité), dans la mesure où existe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En Hongrie un contexte politique faisant des activités de services à l'environnement une activité stratégique pouvant relever majoritairement de la compétence de l'Etat. Cette situation induit, pour une société, notamment étrangère, le risque de voir son activité suspendue, ou de se trouver confrontée à des contraintes réglementaires et des contrôles excessifs. Le Groupe pourrait être dans l'incapacité de défendre ses droits devant les tribunaux de ce pays, en cas de conflit avec les autorités gouvernementales ou publiques ; • Pour les filiales d'Amérique du sud, exportatrices pour les outils de traitement français du Groupe, le risque de ne pas obtenir les autorisations d'exporter et/ou de faire transiter les déchets concernés dans les eaux territoriales traversées par les transporteurs maritimes autorisés ; • En Argentine un contrôle des change drastique, rendant difficile la remontée des fonds disponible dans la filiale du Groupe. <p><u>Risques liés à l'environnement économique</u></p> <p>Séché Environnement exerce principalement son activité sur le marché français et, en Europe, sur le marché espagnol. Le ralentissement de la croissance, voire l'existence d'épisodes de récession, tels que l'Europe a pu en vivre depuis 2008, a pu induire une contraction des volumes de déchets industriels ainsi qu'une modification des habitudes de consommation des particuliers, elle-même accentuées par les exigences de la réglementation (directive Grenelle). Le Groupe reste sensible à ces modifications de son environnement économique. Si elles peuvent représenter une source d'opportunités (outils adaptés au traitement de déchets plus techniques, solutions d'offres globales...), elles peuvent également obérer la rentabilité de certaines des activités du Groupe, voire remettre en cause la pertinence économique de certains investissements passés ou augmenter le montant des investissements d'adaptation à réaliser et par voie de conséquence peser sur la capacité financière du Groupe.</p> <p>La diversité de l'offre de Séché Environnement, la dispersion de sa clientèle industrielle sur les différents secteurs d'activité limitent toutefois partiellement cette exposition.</p> |

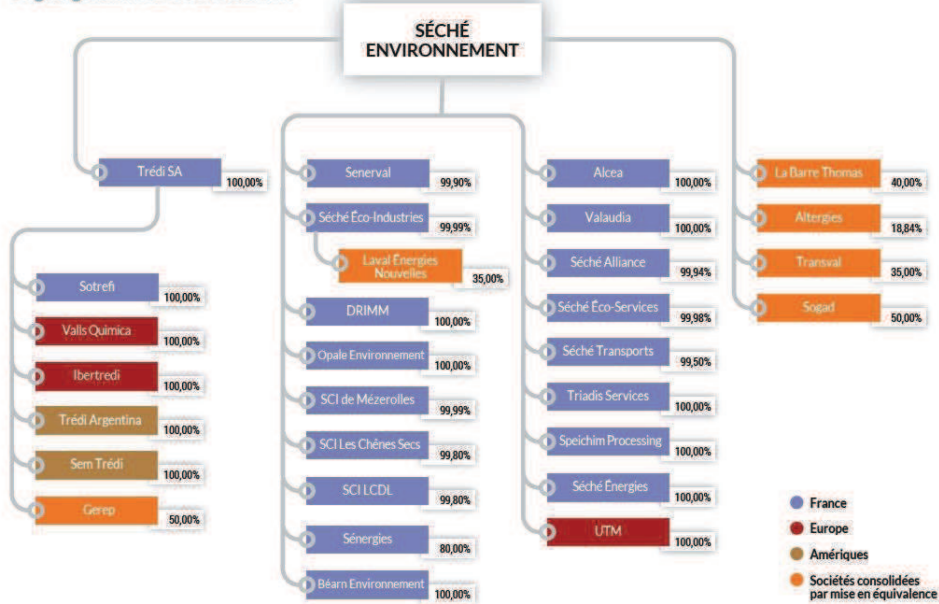
| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|---|
| | | | | <p><u>Risques liés à l'environnement concurrentiel</u></p> <p>Les marchés sur lesquels le Groupe  volue (Déchets dangereux, déchets non dangereux) sont caractérisés par une réelle pression concurrentielle. L'environnement concurrentiel est marqué par quelques grands opérateurs nationaux offrant une large gamme de prestations de traitement mais également par certains acteurs locaux.</p> <p>Les évolutions réglementaires pesant sur ce marché ainsi que la modification des habitudes de consommation (en partie sous l'impulsion de ces mêmes évolutions réglementaires) poussent l'ensemble des opérateurs à élargir leur offre de traitement et à investir dans de nouveaux outils ou solutions techniques pour répondre aux besoins sans cesse croissants et complexes de leurs clients.</p> <p>Il existe un risque que cette pression concurrentielle pèse défavorablement sur les prix sans qu'il soit possible de répercuter intégralement cet effet en gain de productivité supplémentaire. De la même façon, il existe un risque que soit remis en cause la pertinence économique de certains outils qui ne rencontreraient plus un niveau d'activité suffisant, ou ne réalisant pas le business plan ayant prévalu à leur mise en place et à leur financement. L'ensemble de ces risques peut induire un effet défavorable sur la situation financière et la rentabilité de du Groupe.</p> <p><u>Risques liés à l'environnement climatique</u></p> <p>Les résultats du Groupe peuvent être affectés par des variations climatiques significatives :</p> <p>Les vagues de froid intenses peuvent induire, si elles étaient d'ampleur exceptionnelle ou si elles se prolongeaient, une limitation des accès à nos sites (axes autoroutiers, routiers, ferroviaires bloqués – interdiction de circulation des véhicules lourds), ainsi que des coûts d'entretien, de maintenance et de surconsommation énergétique sur nos outils d'incinération afin d'assurer des conditions optimums d'exploitation. Le Groupe pourrait ne pas pouvoir répercuter intégralement ces surcoûts dans ses prix de traitement ou dans de nouveaux efforts de productivité.</p> <p>Une pluviométrie exceptionnelle peut également affecter négativement la rentabilité du Groupe du fait des obligations en matière de gestion des eaux pesant sur les installations classées du Groupe.</p> <p><u>Risques liés aux activités du Groupe</u></p> <p><u>Risques industriels</u></p> <p>Les activités de Séché Environnement comportent des risques industriels en tous points comparables à la majorité de ceux rencontrés dans l'industrie avec toutefois un risque spécifique de pollution reposant sur la nature même des substances traitées, susceptible de porter gravement atteinte à l'environnement et aux personnes. Ces activités sont encadrées r glementairement, font l'objet d'autorisations administratives d'exploiter et de contrôles réguliers des autorités compétentes (DREAL). L'ensemble des sites se doit de respecter les prescriptions réglementaires de leurs autorisations et de la législation, y compris lorsque celle-ci se durcit. Le Groupe adapte en continu ses méthodes de travail, de la conception</p> |


| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <p>des outils à la gestion de ces derniers, en conformité avec la réglementation la plus stricte. Une cellule d'audit réglementaire a été mise en place visant à s'assurer du respect par l'ensemble des intervenants des obligations qui s'imposent au Groupe.</p> <p>Pour autant, ce dernier ne peut écarter compl tement le risque d'un accident industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une pollution "accidentelle" fera l'objet d'une couverture via le programme d'assurance du Groupe (responsabilité civile – atteinte à l'environnement). Il pourrait toutefois s'avérer que ce programme reste insuffisant pour couvrir les coûts significatifs d'une pollution accidentelle exceptionnelle ; • une pollution "chronique" (correspondant aux pollutions que l'accumulation de polluants au-delà d'une charge critique propre à chaque récepteur peut induire), si elle n'était pas détectée malgré les mesures de contrôles systématiques du Groupe et des autorités, pourrait impacter défavorablement les résultats et la situation financière du Groupe, et remettre en cause (au moins temporairement) son autorisation d'exploiter. <p> tablissements Classés pour la Protection de l'Environnement, tous les sites du Groupe disposent d'un dispositif de réduction des impacts lors d' v nements. Ce dispositif comprend des organisations permettant de protéger le personnel, les populations et l'environnement lors d'accidents. Suivant la taille du site et la réglementation applicable, ces dispositifs s'appellent plan interne de secours, ETARE (ETablissement REpertori ), POI (Plan d'Opération Interne) ou PPI (Plan Particulier d'Intervention). Des audits de sécurité sont opérés avec les compagnies d'assurance en particulier, les contrôles des autorités (DREAL), et des exercices de simulation d'accident sont effectués en lien avec les secours extérieurs (pompiers, Services Départemental d'Incendie et de Secours), en vue d'une formation mutuelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • le Groupe s'est également doté au niveau direction générale d'une cellule d'urgence pouvant être activée en cas de crise, pour mobiliser tous les moyens nécessaires à un rapide retour à l'ordre après sécurisation des hommes et des biens. Elle assure la gestion de la communication en toute transparence ; • qu'elle puisse être d'origine accidentelle ou chronique, le Groupe met en œuvre les contrôles nécessaires à la détection de toute pollution : tous les sites du Groupe bénéficient d'une surveillance organisée des impacts et effets de leurs rejets – qu'ils soient liquides, solides ou gazeux. Des études faunistiques et floristiques sont par ailleurs réalisées de façon régulière, soit lors de renouvellement ou d'extension, soit à la demande des pouvoirs publics, soit pour satisfaire les légitimes demandes des commissions locales d'information et de surveillance imposées ou créées à l'initiative du Groupe. • les informations disponibles au jour d'établissement du présent document permettent de préciser que Séché Environnement n'a pas connaissance de pollutions générées par les activités du Groupe et pour lesquelles les mesures nécessaires n'ont pas été prises pour en assumer la complète résorption. |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|--|
| | | | | <p><u>Risques liés à la gestion des ressources humaines</u></p> <p><u>Risques liés à la santé</u></p> <p>Les activités du Groupe exposent ses salariés à la manipulation de produits potentiellement dangereux pour la santé (déchets toxiques, amiante, PCB...)   et à l'utilisation d'outils techniques pouvant générer des risques d'accidents ou de maladie professionnelle.</p> <p>La sécurité des individus est considérée comme une priorité, le Groupe investit régulièrement dans des équipements de protection, dans des coûts de formation, et réfléchit en continu sur une organisation du travail assurant une sécurité maximum. Ceci est de nature à induire des coûts supplémentaires pesant sur la rentabilité des activités.</p> <p>Sécurité et santé au travail impliquent une mobilisation permanente de l'ensemble des collaborateurs de Séché Environnement par une bonne appréhension du risque au sens le plus large, des réflexions communes pour en parfaire la connaissance et une vision partagée des enjeux en vue d'actions de tous, au quotidien.</p> <p>Tous les sites sont sous la responsabilité d'un responsable QSSE (Qualité Sécurité Santé Environnement) qui décline la politique du Groupe à l'échelon élémentaire. Les sites sont également pourvus conformément à la loi de Comités d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT).</p> <p>En application des textes (art. L 4644-1 du Code du travail) modifiant l'organisation de la surveillance et de la prévention de la santé au travail, le Groupe nomme pour chacune de ses entreprises constitutives un "salarié aux risques professionnels". Celui-ci agit en liaison avec le médecin du travail pour rendre les interventions plus efficaces en matière de surveillance médicale, et de compétences complémentaires et pluridisciplinaires. Par ailleurs, le Groupe a initié, en 2010, la démarche MOCS (Management et Optimisation des Comportements Sécurité), qui a pour objectif de réduire les comportements à risques pouvant donner lieu à des accidents de travail. L'encadrement s'adresse aux opérateurs au cours d'interventions régulières de terrain et souligne avec chaque correspondant en situation réelle, l'adéquation ou l'inadéquation des dispositions de sécurité mises en œuvre. L'objectif est de mettre en place des mesures correctrices éventuelles et d'effectuer un transfert d'expérience. C'est un travail de réapprentissage de comportements quotidiens et d'identification d'actes (ou de non-actions) potentiellement accidentogènes. Des formations spécifiques MOCS sont également dispensées.</p> <p>Enfin, le Groupe a entamé une analyse de la pénibilité aux postes de travail et a mis en place un plan d'actions et de suivi comportant des objectifs en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réduction des poly-expositions aux facteurs de pénibilité ; • adaptation et aménagement des postes de travail ; • amélioration des conditions de travail, notamment d'ordre organisationnel ; |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <ul style="list-style-type: none"> développement des compétences et des qualifications et accès à la formation ; maintien dans l'emploi et prévention de la d insertion professionnelle des salariés. <p>Risques liés aux compétences</p> <p>Les activités du Groupe s'exercent au travers de nombreux outils, de plus en plus diversifiés et techniques, nécessitant des compétences spécifiques, régulièrement mises à jour, tant techniques que réglementaires. Le risque existe que le Groupe perde certaines compétences et ne soit pas en mesure de les remplacer rapidement, malgré une politique de suivi des personnes, de leur cursus de formation ainsi que des compétences clés dans le Groupe.</p> <p>L'amélioration continue des compétences de ses collaborateurs reste au cœur de la politique sociale du Groupe. Elle s'appuie sur une politique de formation ambitieuse, visant à permettre à chaque collaborateur d'acquérir d'une manière appropriée une attitude, une culture, un savoir. La formation continue reste un levier majeur de l'accompagnement professionnel. Le Groupe vise, à travers elle, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> contribuer au développement des pratiques professionnelles ; transmettre aux salariés tous les savoirs nécessaires pour réaliser au mieux les activités qui leur sont confiées dans le cadre de leur métier ; renforcer les expertises métier. <p>Le plan de formation, construit sur la base de ces orientations, prend en compte les besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> collectifs, au travers des évolutions des enjeux de l'entreprise qui nécessitent une adaptation continue des équipes et de leur poste de travail ; individuels, au travers de l'identification de demandes spécifiques et d'actions dans le cadre du Droit Individuel à la Formation. <p>Il intègre les actions d'adaptation des salariés à leur poste de travail ainsi que les actions liées à l'évolution ou au maintien dans l'emploi et au développement des compétences. Par ailleurs, Séché Environnement contribue à la formation des générations montantes en développant des relations privilégiées dans un cadre d'échanges industrie/universités, en particulier en détachant ponctuellement certains cadres pour des missions d'enseignement et à travers une convention pluriannuelle de recherche avec l' cole des Mines de Nantes.</p> <p>Risques sociaux</p> <p>La morosité du contexte économique et du marché de l'emploi, les tensions sur nos marchés, les efforts demandés à chacun pour améliorer sans cesse la productivité de nos outils afin de faire face à des éventuelles baisses de rentabilité, sont autant de facteurs auxquels le Groupe est exposé, susceptibles d'induire une dégradation du climat social. Séché Environnement peut être confronté à des conflits sociaux qui pourraient peser sur les résultats et la situation financière du Groupe.</p> |



| | | | | |
|-----------|---|--|--|---|
| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|---|



| 2 Profil de l'organisation | | | | |
|----------------------------|--|--|------|--|
| 2.1 | Nom de l'organisation | | 195 | Séché Environnement |
| 2.2 | Principaux produits et/ou services et marques correspondantes | | 8-11 | Séché Environnement est l'un des principaux acteurs français de la valorisation et du traitement de tous les types de déchets, qu'ils soient d'origine industrielle ou issus des collectivités territoriales. Le Groupe offre grâce à son outil industriel une solution globale à la gestion des déchets qui intègre toutes les exigences liées au respect de l'environnement. |
| 2.3 | Structure opérationnelle de l'organisation, avec description des principales divisions, entités opérationnelles, filiales et coentreprises | | 12 | <p>Organigramme de consolidation</p>  <p> SÉCHÉ ENVIRONNEMENT </p> <ul style="list-style-type: none"> Tr di SA (100,00%) <ul style="list-style-type: none"> Sotref (100,00%) Valls Química (100,00%) Ibertredi (100,00%) Tr di Argentina (100,00%) Sem Tr di (100,00%) Gerep (50,00%) Séché Eco-Industries (99,99%) <ul style="list-style-type: none"> Laval Energies Nouvelles (35,00%) DRIMM (100,00%) Opale Environnement (100,00%) SCI de M zerolles (99,99%) SCI Les Chênes Secs (99,80%) SCI LCDL (99,80%) S nergies (80,00%) Béarn Environnement (100,00%) Alcea (100,00%) <ul style="list-style-type: none"> Valaudia (100,00%) Séché Alliance (99,94%) Séché Eco-Services (99,98%) Séché Transports (99,50%) Triadis Services (100,00%) Speichim Processing (100,00%) Séché Energies (100,00%) UTM (100,00%) La Barre Thomas (40,00%) <ul style="list-style-type: none"> Altergies (18,84%) Transval (35,00%) Sogad (50,00%) <p> ● France ● Europe ● Amériques ● Sociétés consolidées par mise en équivalence </p> |
| 2.4 | Lieu où se trouve le si ge de l'organisation | | 195 | Les Hêtres – CS 20020 – 53811 Changé Cedex 09 (France) |

| Code GRI3 | Profil et stratégie | | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement |
|-------------------------|--|---|--|---|-----------------------------|
| | Libellé GRI 3 |  | | | |
| 2.5 | Nombre de pays où l'organisation est implantée et nom des pays où soit l'exploitation est majeure, soit les questions relatives au développement durable traitées dans le rapport s'avèrent particulièrement pertinentes | | 24 | Les activités du Groupe se concentrent sur la France avec 95 % du chiffre d'affaires consolidé. A l'international, les filiales opèrent : <ul style="list-style-type: none">• en Espagne sur les métiers de la régénération de solvants• en Allemagne sur les métiers de traitement des gaz• en Amérique latine sur les métiers de prétraitement, prescripteurs d'activité pour les installations de traitement des PCB en France. | |
| 2.6 | Nature du capital et forme juridique | | 195;60 | Société Anonyme à Conseil d'administration de droit français, régie par le Code de commerce. Elle est cotée en Bourse sur Euronext Paris depuis 1997. | |
| 2.7 | Marchés où l'organisation opère | | 13-16 | Marchés publics et marchés privés relatifs à l'environnement, en particulier ceux liés à la gestion des déchets (dangereux ou non) en vue de leur valorisation et de leur traitement en sécurité pour les hommes et l'environnement. | |
| 2.8 | Taille de l'organisation | | 24;64 | Chiffre d'affaires 2014 de 444,7 M€, effectif de 1780 salariés dont 1690 en France. | |
| 2.9 | Changements significatifs de la taille, de la structure de l'organisation ou de son capital au cours de la période de reporting | | 170 | En termes de gestion de ses participations, l'exercice a été marqué par quelques opérations non significatives et sans incidence notable sur la situation financière de la Société : <ul style="list-style-type: none">• fusion de la société SVO-Éco-industries dans Séché Éco-industries. Les deux sociétés étant sœurs et détenues à 100% par Séché Environnement, l'opération a été réalisée à la valeur nette comptable | |
| 2.1 | Récompenses reçues au cours de la période de reporting | | 11;84 | Trophée de l'amélioration durable dans la catégorie multimodalité à Trédi Salaise par la CCI Nord-Isère Trophée de Performance sécurité chez Exxon pour Séché Eco-services Récompense pour 2 entreprises dont Séché Eco-services dans la catégorie dynamisme en innovation chez Solvay Labellisation à la Stratégie Nationale pour la Biodiversité par le MEDDE | |
| 3 Paramètres du rapport | | | | | |
| 3.1 | Période considérée (par exemple exercice comptable, année calendaire) pour les informations fournies | | 24;60 | Exercice comptable, année civile 2014 | |
| 3.2 | Date du dernier rapport publié le cas échéant | | | Année 2013 | |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|--|--|--|--|
| 3.3 | Cycle considéré (annuel, biennal, etc.) | | 60 | Annuel |
| 3.4 | Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu | | 8 | Responsable de l'information financière : Aude Nombrot-Gourhand (Directeur Financier) |
| 3.5 | Processus de détermination du contenu du rapport | | 2;60 | Le Rapport de Gestion est régit par l'Autorité des Marchés Financiers et les données extra-financières par l'article 225 de la loi n 2010-788 (dite « Grenelle II »). |
| 3.6 | Périmètre du rapport (pays, divisions, filiales, installations en crédit-bail, coentreprises, fournisseurs, par exemple), voir pour de plus amples informations le Protocole GRI sur le périmètre | | 60 | <p>Le périmètre est constitué de la maison-mère Séché Environnement SA et de ses filiales françaises contrôlées majoritairement à fin 2013, et consolidées en méthode globale.</p> <p>Le périmètre de suivi des indicateurs environnementaux –   la différence des sociaux – est défini pour Séché Environnement comme étant l'ensemble des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) dont il est l'exploitant, c'est-à-dire ceux dont il est titulaire de l'autorisation préfectorale d'exploiter (directement ou par filiale interposée). Cette règle basée sur la responsabilité vis-à-vis de l'Administration est d'application dans le Groupe depuis 2013.</p> |
| 3.7 | Indication des éventuelles limites spécifiques du champ ou du périmètre du rapport | | 60 | Les implantations à l'international (environ 5% du chiffre d'affaires 2014 et 5% des effectifs) ne font pas l'objet à ce jour de collecte de données sociales et environnementales du fait de leur faible importance relative et de la difficulté de consolidation dans des contextes réglementaires différents de la France. |
| 3.8 | Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises, filiales, installations en crédit-bail, activités sous-traitées et autres situations susceptibles d'avoir une incidence majeure sur les possibilités de comparaison d'une période à l'autre et/ou d'une organisation à l'autre | | | Informations considérées non significatives à l'échelle du Groupe |
| 3.9 | Techniques de mesure des données et bases de calcul, y compris les hypothèses et techniques à l'origine des estimations appliquées au renseignement des indicateurs et autres informations figurant dans le rapport | | 60-63 | <p>Les données environnementales, sociales et sociétales correspondent à une vision économique de Séché Environnement tel que constitué en 2014 en France. Elles comportent les renseignements relatifs aux impacts environnementaux et sociaux de l'activité du Groupe, tels que prévus dans l'article 225 de la loi n 2010-788 du 12 juillet 2010, et list  dans le décret n  2012-557 du 24 avril 2012.</p> <p>Cette volonté de transparence en exposant les données les plus pertinentes et les plus significatives des impacts de l'activité ont conduit pour l'exercice 2014 à adopter les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan environnemental, ce texte recense de manière générique 14 rubriques d'informations à renseigner au sein du rapport de gestion, des nouveautés par rapport au décret issu de la loi NRE de 2001 se limitant aux aspects de changement climatique et de protection de la biodiversité. En conséquence, Séché Environnement maintient inchangé son reporting concernant les 12 autres rubriques et s'appuie sur la liste d'indicateurs du décret n  2002-221 du 20 février 2002 pris pour l'application de l'article L 225- 102-1 du Code de commerce. Les informations relatives aux rejets sont |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|--|--|--|--|
| | | | | <p>données conformément aux prescriptions de l'arrêté du 30 avril 2002.</p> <p>La Gestion Electronique du Registre des Emissions Polluantes (GEREP) a été mise en place pour répondre aux recommandations de la Communauté européenne sur l'enregistrement des données environnementales (Protocole "Polluant Release & Transfer Register" et Règlement 166/2006). Les déclarations dans cette base de données sont obligatoires pour les ICPE du type de celles exploitées par Séché Environnement (arrêté du 26/12/12 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets). Les critères renseignés dans cette base peuvent varier d'un site à l'autre en fonction des particularités de leurs arrêtés préfectoraux d'autorisation, en particulier en rapport avec les risques ou impacts spécifiques aux différents métiers.</p> <p>Les déclarations des exploitants font l'objet d'une validation par le service d'inspection compétent pour l'établissement concerné (DREAL, DDASS, Préfecture de police, Police de l'eau, Autorité de sûreté nucléaire...). Aussi cette déclaration obligatoire et sous contrôle de l'Administration sert-elle au reporting environnemental du Groupe. Les données sont validées en interne par le Directeur des laboratoires du Groupe pour intégration au reporting du Groupe, et avant transmission définitive à l'Administration.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan social, le décret n  2012-557 du 24 avril 2012 ajoute de manière explicite les 4 aspects des conventions fondamentales de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) qui doivent faire l'objet du reporting, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> o respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective ; o élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession ; o élimination du travail forcé ou obligatoire ; o abolition effective du travail des enfants. <p>Exerçant son activité quasi exclusivement en France, et respectueux des lois, l'application de ces principes est un fait acquis depuis toujours pour Séché Environnement. Les autres novations introduites par le décret de 2012 sont minimes et concernent les ventilations des effectifs selon des critères d'âge, de sexe ou de zone géographique, ventilations déjà faites dans les reportings antérieurs du Groupe, construits en cohérence avec les articles L.2323-70 et R.2323-17 du Code du travail relatifs au contenu du bilan social.</p> |
| 3.1 | Explication des conséquences de toute reformulation d'informations communiquées dans des rapports antérieurs et des raisons de cette reformulation | | 63 | <p>Certaines imprécisions ou erreurs de reporting sur les exercices précédents (en particulier en matière d'indicateurs environnementaux) peuvent être détectées au cours du reporting de l'exercice en cours. Un seuil de matérialité de 5% sur la valeur de l'indicateur concerné est retenu par défaut pour les ajustements de données sur les exercices antérieurs identifiés au cours de l'exercice sous revue. Au-delà de ce seuil, la correction donne lieu à commentaire.</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|---|
| 3.11 | Changements significatifs, par rapport à la période couverte par les rapports antérieurs, du champ, du périmètre ou des méthodes de mesure utilisées dans le rapport | | 60 | <p>Les règles d'entrées et de sorties de périmètre se calent sur les définitions de consolidation (référentiel IFRS, normes IFRS10 / IFRS5). La mise à jour du périmètre de reporting s'effectue trimestriellement par analogie avec celui de consolidation régi par le service consolidation du Groupe. La collecte des données environnementales et sociales a une p riodic t  annuelle (année civile).</p> <p>Le périmètre de suivi des indicateurs environnementaux –   la différence des sociaux – est défini pour Séché Environnement comme étant l'ensemble des établissements classés pour la protection de l'environnement (ICPE) dont il est l'exploitant, c'est-à-dire ceux dont il est titulaire de l'autorisation préfectorale d'exploiter (directement ou par filiale interposée). Cette règle basée sur la responsabilité vis-à-vis de l'Administration est d'application en 2013.</p> <p>Dans le cas de délégations de service public (DSP) les données environnementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sont reportées avec celles de Séché Environnement lorsque la structure juridique attributaire de la DSP filiale du Groupe est titulaire de l'arrêté préfectoral : cas de S nerval et d'Alc a ; • ne sont pas consolidées lorsque les arrêtés préfectoraux sont au nom des collectivités locales concernées : cas de l'incinérateur d'ordures ménagères d'Oléron et du site de compostage de Scherwiller dont la gestion est assurée par Séché  co-industries. <p>Pour la même raison, les sites d'intervention de Séché  co-services chez les industriels ne rentrent pas dans le périmètre du reporting environnemental de Séché Environnement, car ils figurent dans celui des industriels en question qui détiennent l'arrêté préfectoral.</p> <p>Cas particulier de l'exercice 2014 :</p> <p>Le site de S nerval ayant connu des difficultés d'exploitation au cours de l'exercice 2014 qui l'ont conduit à être à l'arrêt durant plusieurs mois, ses données environnementales (  la différence des données sociales) ne sont pas pertinentes au niveau annuel, car trop intermittentes.</p> <p>En conséquence et à titre exceptionnel, les données environnementales 2014 (air, eau, énergie, gaz à effet de serre, déchets ...) ne seront pas consolidées. Pour assurer néanmoins une comparabilité des données, les valeurs 2013 sont retraitées en pro forma hors S nerval. Les données publiées 2013 sont rappelées en bas des tableaux.</p> |
| 3.12 | Tableau identifiant l'emplacement des éléments d'information requis dans le rapport | | | Voir la grille de lecture en début de document |
| 3.13 | Politique et pratique courante visant la validation du rapport par des personnes externes à l'organisation. Si cela ne figure pas dans le rapport de validation accompagnant celui de développement durable, expliquer l'objet et la base de toute validation externe fournie. Exposer également la relation existant entre l'organisation rédigeant le rapport et le/les expert(s) vérificateur(s) | 7.5.3 | 201-202 63 | <p>Les responsables du contrôle des comptes sont les commissaires aux comptes de la Société : KPMG – SA et RSM OUEST AUDIT</p> <p>Les mandats des ces deux auditeurs ont été conférés par l'Assemblée générale des actionnaires du 8 juin 2012 pour une durée de 6 ans.</p> <p>Le contrôle des données environnementales, sociales et de sécurité a été confié à KPMG à compter de 2013. Il leur appartient d'émettre une attestation de présence des informations RSE, ainsi qu'un avis motivé sur la sincérité de ces informations en tant qu'organisme tiers indépendant, comme le prévoit l'article 225-102-1 du Code du commerce. A partir de 2014, KPMG a vérifié une sélection d'indicateurs indiqués par le symbole <input checked="" type="checkbox"/> (dans le Document de Référence 2014)   un niveau d'assurance raisonnable.</p> |



| | | | | |
|--------------|---|--|--|---|
| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|



| 4 Gouvernance, engagements et dialogue | | | | |
|--|---|-----|-------|--|
| 4.1 | Structure de gouvernance de l'organisation y compris les comités relevant du plus haut organe de gouvernance, responsables de tâches spécifiques telles que la définition de la stratégie ou la supervision de l'organisation | 6.2 | 50-51 | <p><u>Rôle du Conseil d'administration</u></p> <p>Chaque administrateur est informé des responsabilités essentielles qui lui incombent et reste soucieux de l'intérêt de tous les actionnaires dans les débats auxquels il prend part au sein du conseil et dans sa participation aux décisions, qui ont toujours été prise de manière collégiale. Il reçoit et peut se faire communiquer toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p> <p>Le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions majeures de la vie du Groupe. Plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il fixe les principes essentiels de comportement et d'action qui doivent prévaloir en toutes circonstances au sein du Groupe et demande compte rendu de leur application. A ce titre, il a défini, dans le cadre de l'élaboration d'une charte de développement durable, 7 engagements qu'il s'attache à promouvoir au sein du Groupe. De même, il a établi et diffusé un code de déontologie boursière et nommé un déontologue au sein du Groupe ; • il définit les objectifs stratégiques du Groupe, en accord avec l'actionnaire majoritaire et le Président-directeur général ; • il désigne les mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise dans le cadre de cette stratégie ; • il contrôle la gestion de la Société et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires et au marché. <p><u>Travaux et mode de fonctionnement du Conseil d'administration</u></p> <p><u>Le Conseil d'administration</u></p> <p>Afin de remplir les objectifs qu'il s'est assigné, le Conseil d'administration de la Société a adopté un mode de fonctionnement garantissant une prise de décision éclairée.</p> <p>Le Conseil d'administration se réunit régulièrement sur tous les sujets dont il a la responsabilité, et chaque administrateur est informé du calendrier annuel des réunions afin d'assurer la meilleure disponibilité de chacun. Tout changement dans l'agenda initial fait l'objet le plus en amont possible d'une communication spécifique aux administrateurs. Ils ont également la possibilité de se faire représenter.</p> <p>Le Conseil d'administration est réuni sur convocation de son Président, ou s'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois sur convocation d'au moins 1/3 de ses membres. Sur l'exercice 2013, le Conseil n'a été convoqué que par le Président.</p> <p>L'ordre du jour est communiqué dans des délais permettant à chaque administrateur une information des</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <p>thèmes abordés et permettant un débat éclairé, au cours duquel tous les administrateurs ont la possibilité de poser toutes les questions nécessaires à leur bonne compréhension :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la stratégie de la Société et du Groupe ; • de l'activité. Notamment, un point est effectué en Conseil chaque trimestre. Le budget et le plan d'activité à 3 ans est également présenté au Conseil d'administration ; • de l'information financière diffusée par le Groupe aux actionnaires et au marché ; • de toutes les questions diverses relevant de la responsabilité du Conseil d'administration. <p>Les séances sont présidées par le Président ou, en son absence, par un administrateur choisi par ses collègues pour chaque séance.</p> <p>Au cours de l'année 2014, le Conseil d'administration de Séché Environnement s'est réuni 5 fois sur 4 réunions planifiées. Le taux de présence moyen (tenant compte des administrateurs présents et représentés) sur l'ensemble des réunions s'est élevé à 92%. Les principaux thèmes abordés ont été les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • examen des comptes consolidés annuels (31/12/13), et semestriels (30/06/14), et délibérations sur les obligations qui lui incombent en la matière ; • examen du budget 2014 révisé, du budget 2015 et de la stratégie moyen terme; • examen des projets de développement ; • examen des dossiers significatifs d'acquisition et d'optimisation juridique à leurs différents stades d'avancement ; • mise en place d'un comité d'audit ; • préparation des résolutions soumises à l'Assemblée générale des actionnaires ; • réflexion sur la stratégie. <p><u>Comité d'audit</u></p> <p>En application des dispositions de l'article L823-19 du Code de commerce- instituant pour les sociétés cotées l'obligation de se doter d'un comité d'audit, le Conseil d'administration de Séché Environnement, dans sa séance du 27 août 2013 a mis en place un comité d'audit. Au cours de cette séance a été décidé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conformément aux dispositions permises par l'article L823-20 du Code du commerce, le Conseil d'administration remplirait les fonctions du comité d'audit en se réunissant en formation de comité d'audit. • le Conseil d'administration ferait état de ses délibérations en formation comité d'audit, soit dans son procès-verbal dans une section spécifique, soit dans un procès-verbal ad hoc ; |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|
| | | | | <ul style="list-style-type: none"> la présidence du comité d'audit soit confiée à Philippe Valletoux en raison de sa compétence et de son indépendance. Les autres membres du Conseil d'administration sont membres de fait du comité d'audit, y compris Joël Séché, compte tenu de la structure patrimoniale de la Société et du nombre restreint d'administrateur. Toutefois, Joël Séché ne dispose que d'une voix consultative, participant aux débats mais non aux délibérations. <p>Le comité d'audit s'est fixé pour mission de :</p> <p>A – s'agissant des comptes</p> <ul style="list-style-type: none"> s'assurer de la pertinence, de la permanence, de la bonne application et du respect des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux, ainsi que du traitement adéquat des opérations significatives du Groupe ; examiner les projets de comptes intermédiaires, les projets de rapport semestriel et de rapport d'activité et de résultat avant leur publication, ainsi que tous comptes établis pour les besoins d'opération spécifiques ; examiner le périmètre des sociétés consolidées – et le cas échéant, les raisons pour lesquelles des sociétés n'y seraient pas incluses ; examiner les risques et les engagements hors bilan significatifs ; examiner le traitement comptable et financier des opérations d'acquisition ou de cession (pour toute opération d'un montant > à 10 millions d'euros). <p>B – s'agissant de l'audit interne et la gestion des risques</p> <ul style="list-style-type: none"> examiner périodiquement la cartographie des principaux risques identifiés par la Direction générale ; assurer le suivi des questions relatives au contrôle et au processus d'élaboration des informations comptables et financières ; entendre régulièrement les rapports des auditeurs du Groupe sur les modalités de réalisation de leurs travaux, ainsi que les réponses de la Direction générale. <p>C – s'agissant des Commissaires aux comptes</p> <ul style="list-style-type: none"> superviser la procédure de sélection ou de renouvellement des Commissaires aux comptes ; apprécier les règles et les modalités garantissant leur indépendance. <p>D – s'agissant de la politique financière</p> <ul style="list-style-type: none"> être informé de la situation financière du Groupe, ainsi que des méthodes et techniques utilisées pour la définir ; examiner, préalablement à leur diffusion, les communications extérieures du Groupe en matière comptable et financière ou susceptibles d'affecter la situation financière ou les perspectives du Groupe ; |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|---|
| | | | | <ul style="list-style-type: none"> • donner un avis sur les résolutions présentées aux Assemblées générales et qui sont relatives aux comptes annuels de la société, ainsi qu'aux comptes consolidés du Groupe ; • examiner toute question de nature financière ou comptable qui lui est soumise par le Président, le Conseil, la Direction générale ou les Commissaires aux comptes. <p>Le Conseil d'administration ne s'est pas appuyé spécifiquement sur les recommandations incluses dans le rapport groupe de travail sur le Comité d'audit de juillet 2010 pour constituer le Comité d'audit et pour en définir ses missions.</p> <p><u>Les autres comités</u></p> <p>Du fait de la structure d'entreprise patrimoniale du Groupe, avec un actionnariat familial prédominant, un nombre limitée d'administrateur et une présidence exercée par le principal actionnaire, le Conseil d'administration ne s'est pas encore doté de comités spécifiques, ces tâches étant à ce jour dévolues aux structures de management disposant de larges délégations pour la mise en œuvre d'une gouvernance de Groupe.</p> <p>Toutefois, il est précisé que dans le cadre du renforcement de la Caisse des Dépôts et Consignations au capital de Séché Environnement, un pacte d'actionnaires a été mis en place entre le Groupe CDC, Joël Séché et la Société civile Amarosa aux termes duquel, entre autres, peut être créé un Comité stratégique et d'investissement (composé de 5 membres), qui veillera à assister le Conseil d'administration sur l'élaboration du plan d'affaires glissants à trois ans et du budget prévisionnel annuel d'exploitation et d'investissement du Groupe.</p> <p><u>L'animation de la stratégie</u></p> <p>L'animation quotidienne de la stratégie du Groupe est assurée par les principaux dirigeants du Groupe sous la direction de Joël Séché. Une réunion est organisée chaque semaine afin de permettre une optimisation de la conduite du Groupe concernant l'activité, le développement de projets, les finances et les ressources humaines. Ces réunions permettent le pilotage de l'ensemble des activités opérationnelles stratégiques et optimise l'allocation des investissements. Chacun prend, au quotidien, les mesures nécessaires au sein de son domaine d'intervention pour assurer la mise en œuvre des orientations préconisées dans le cadre de ces réunions. Chacun en rend compte devant ses pairs.</p> |
| 4.2 | Indiquer si le président du Conseil d'administration (ou assimilé) est aussi un administrateur exécutif (et dans ce cas, indiquer ses fonctions dans l'organigramme de l'organisation et les raisons d'être de cette disposition) | | 49 | <p>Le Président du Conseil d'administration exerce les fonctions de Président Directeur général. Les fonctions de Président et de Directeur général sont assumées par Joël Séché et aucune limitation formelle n'a été apportée à ses pouvoirs de Directeur général. Ce choix de mode de gouvernance est lié à la structure d'entreprise patrimoniale du Groupe avec un actionnariat familial prédominant.</p> |
| 4.3 | Pour les organisations ayant un système de Conseil d'administration (ou assimilé) à organe unique, indiquer le nombre d'administrateurs indépendants et/ou non exécutifs | | 49 | <p>Le Conseil d'Administration est composé de 5 membres dont 2 sont administrateurs indépendants</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|---|
| 4.4 | Mécanismes permettant aux actionnaires et aux salariés de faire des recommandations ou de transmettre des instructions au Conseil d'administration (ou assimilé) | | | Non renseigné |
| 4.5 | Lien entre les rémunérations des membres du Conseil d'administration (ou assimilé), des cadres supérieurs et des cadres dirigeants (y compris les indemnités de départ) et la performance de l'organisation (y compris sociale et environnementale) | | 47;66 | <p>Le 2 décembre 2008, le Conseil d'administration du groupe Séché a décidé à l'unanimité d'adhérer aux recommandations du MEDEF et de l'AFEP sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la Société.</p> <p>Ces recommandations portent sur la prohibition du cumul du contrat de travail avec un mandat social de dirigeant, la proscription des parachutes dorés, le renforcement de l'encadrement des régimes de retraite supplémentaires, l'attribution de stock options en lien avec la politique d'association au capital, l'amélioration de la transparence sur les éléments de rémunérations des dirigeants.</p> <p><u>Rémunération des dirigeants mandataires sociaux</u></p> <p>Le seul dirigeant mandataire social est, sur les trois derniers exercices, Joël Séché (Président- directeur général).</p> <p>Joël Séché perçoit une rémunération au titre de son mandat de Président-directeur général, versé par Séché Environnement SA. Il ne perçoit aucune rémunération de la part des filiales du Groupe.</p> <p>Aucun engagement n'est contractuellement prévu pour le paiement, en cas de cessation de changement de fonction, d'indemnités ni avantages particuliers. Aucune option de souscription ou d'achat d'action n'a été accordée aux dirigeants mandataires sociaux ni aucune action de performance.</p> <p>En matière de retraite, les mandataires sociaux bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire, à cotisations définies. Il s'agit d'un régime par capitalisation, portant sur 5% du salaire annuel perçu, dans la limite de la tranche B du plafond annuel de la sécurité sociale.</p> <p>Les tableaux de synthèse présentant les composantes de sa rémunération vous sont présentés dans le présent chapitre, dans le rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.</p> <p><u>Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants</u></p> <p>La seule rémunération des mandataires sociaux non dirigeants au titre de leur mandat est constituée de jetons de présence dont le détail vous est présenté dans le présent chapitre dans le rapport du président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.</p> <p><u>Opérations conclues avec les mandataires sociaux ou avec les actionnaires</u></p> <p>Les opérations conclues entre la Société et ses mandataires sociaux ou, à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2002-420 en date du 15 mai 2002, ses actionnaires détenant une fraction de ses droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit de sociétés actionnaires, la société les contrôlant, au cours de l'exercice 2014 sont décrites dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes. Aucune autre opération ne présentant pas le caractère d'opération courante, consentie à des conditions normales, n'a</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|--|--|--|--|
| | | | | <p> t  conclue au cours de l'exercice 2014 entre la Société et ses mandataires sociaux ou, à compter de l'entrée en vigueur de la loi n  2002-420 en date du 15 mai 2002, ses actionnaires détenant une fraction de ses droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit de sociétés actionnaires, la Société les contrôlant. De même, aucun prêt ni aucune garantie n'a ni l'un, ni l'autre été accordé ou constitué en faveur des dirigeants.</p> <p>Les rémunérations ne comportent aucune part variable, ni aucune attribution d'actions gratuites ou de stock-options.</p> |
| 4.6 | Processus mis en place par le Conseil d'administration (ou assimilé) pour éviter les conflits d'intérêt | | 53 | <p>L'organisation centralisée des fonctions supports (trésorerie, contrôle de gestion, consolidation, informatique, juridique, sécurité, cellule technique, développement durable, veille réglementaire) permet une diffusion uniforme des grandes orientations et objectifs de la direction. Le suivi et la gestion centralisée des risques et contentieux majeurs visent également à garantir une indépendance de jugement et limiter les conflits d'intérêt. Les règles, procédures, et principes à appliquer dans la mise en œuvre des actions rattachables à chaque fonction support sont formalisées et diffusées par les différents services centraux concernés.</p> |
| 4.7 | Processus de détermination des qualifications et de l'expertise exigée des membres du Conseil d'administration (ou assimilé) pour décider des orientations stratégiques de l'organisation en matière de questions économiques, environnementales et sociales | | 52 | <p>Le rôle du Conseil d'administration ainsi que son fonctionnement ne sont à ce jour pas formalisés dans un règlement intérieur. Par ailleurs, le Conseil d'administration n'a à ce jour pas procédé à l'examen de son mode de fonctionnement. Ces sujets sont toutefois mis à l'agenda du Conseil pour l'année 2015.</p> |
| 4.8 | Missions ou valeurs, codes de bonne conduite et principes définis en interne par l'organisation sur sa performance économique, environnementale et sociale, et état de leur mise en pratique | | 36;55; 88 | <p>Signataire depuis 2003 du Pacte Mondial des Nations Unies, le Groupe assoit son organisation sur une Charte du Développement Durable (niveau Groupe), déclinée en Politique QSSE (qualité santé sécurité environnement) au niveau des sites de production, et en Codes de comportement et d'action pour les salariés pris individuellement. Cet arsenal de codes est complété par un Code de Déontologie Boursière qui s'adresse à toute personne pouvant avoir de près ou de loin connaissance d'informations confidentielles dont l'utilisation serait susceptible d'influencer les marchés boursiers.</p> |
| 4.9 | Procédures définies par le Conseil d'administration (ou assimilé) pour superviser la manière dont l'organisation identifie et gère sa performance économique, environnementale et sociale, et notamment les risques, opportunités, ainsi que le respect des normes internationales, des codes de bonne conduite et des principes | | 52-56 | <p><u>Définition du contrôle interne</u></p> <p>Séché Environnement, en se référant au cadre de référence de l'Autorité des Marchés Financiers définit le contrôle interne comme l'ensemble des dispositifs mis en place au sein de son organisation visant à assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'activité du Groupe et des acteurs de l'entreprise s'effectue en conformité avec les lois et réglementations en vigueur ; • que chacun agit en application des instructions et des orientations fixées par la Direction générale ; • un bon fonctionnement des processus internes et notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs, à l'efficacité des opérations et l'utilisation efficace des ressources ; • la fiabilité des informations financières. <p>Le contrôle interne s'appuie au sein du Groupe tout à la fois sur des procédures et pratiques destinées à</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|
| | | | | <p>garantir l'application des politiques définies, que sur une prise de conscience de l'ensemble des acteurs de leur responsabilité dans l'organisation et la fiabilité du contrôle interne. Il s'applique à l'ensemble des filiales sur lequel le Groupe exerce un contrôle exclusif.</p> <p>Toutefois, comme tout système de contrôle, le système de contrôle interne mis en place dans l'organisation actuelle de l'entreprise et du Groupe ne peut apporter l'assurance absolue que par son existence, tous les risques sont éliminés et on ne peut exclure la possibilité que certains contrôles soient contournés ou outrepass s.</p> <p><u>Organisation générale du processus de contrôle interne dans la Société</u></p> <p>L'architecture du contrôle interne de la Société s'appuie sur cinq composantes majeures, détaillées ci-dessous.</p> <p><u>L'environnement de contrôle interne</u></p> <p><u>Un corpus de valeurs communes impliquant chaque acteur de l'entreprise</u></p> <p>La mise en œuvre, la pérennité et l'efficacité du processus de contrôle interne au regard des objectifs qui lui sont assignés, est l'affaire de tous les acteurs de l'entreprise. Ceux-ci garantissent, d'une part par le respect des procédures, d'autre part par la remontée des anomalies éventuellement constatées, une évaluation permanente des processus et une amélioration de leur efficience.</p> <p>La démarche de contrôle interne du Groupe se fonde donc sur un système de valeurs affichées, mettant l'accent sur le comportement responsable de tous les acteurs de l'entreprise. Elle a vocation à s'appliquer dans toutes les sociétés contrôlées ou dans lesquelles le Groupe maîtrise la gestion opérationnelle. L'importance pour le Groupe d'un comportement responsable de ces acteurs a été particulièrement mise en exergue dans sa démarche de développement durable : en effet, Séché Environnement, qui se veut une entreprise citoyenne, a pleinement pris la mesure de son utilité sociétale et de l'empreinte de son activité dans les sphères économiques, environnementales, sociales et sociétales. Cette prise de conscience l'a conduite à définir clairement les engagements que toutes ses composantes doivent contribuer à décliner. Elle a notamment conduit à la formalisation d'une charte de développement durable ainsi que de sept engagements forts qui, déclinés en code de comportement et d'action accessible à tous, ont permis d'apporter à chacun des acteurs du Groupe les repères de son action et la responsabilisation de ces derniers sur les enjeux de celle-ci. Ce code de comportement et d'actions a été complété, début 2005, par un code de déontologie diffusé auprès de l'ensemble des acteurs de l'entreprise disposant ou pouvant disposer d'informations confidentielles et/ou privilégiées.</p> <p><u>Une organisation mêlant étroitement une centralisation des fonctions transversales et une décentralisation des fonctions opérationnelles</u></p> <p>La sensibilisation des acteurs du Groupe au contrôle interne est assurée par un environnement favorisant une définition et une animation centralisée des orientations stratégiques, des fonctions transversales et des procédures et principes en découlant, et une responsabilisation décentralisée de la gestion</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <p>opérationnelle des activités.</p> <p>Le Président-directeur général relaie auprès des principaux cadres dirigeants la stratégie du Conseil d'administration, ces derniers orientant alors en fonction les activités du Groupe et le cadre de contrôle interne dans lequel elles s'inscrivent. Ensembles, ils garantissent, par un suivi régulier des activités, la cohérence de ces dernières par rapport à la ligne fixée. Début 2009, une organisation matricielle par filière a vu le jour permettant un déploiement différencié de la stratégie du Groupe, en prise avec les spécificités des marchés et des modes de traitement.</p> <p>L'organisation centralisée des fonctions supports (trésorerie, contrôle de gestion, consolidation, informatique, juridique, sécurité, développement durable, veille réglementaire) permet une diffusion uniforme des grandes orientations et objectifs de la direction. Le suivi et la gestion centralisée des risques et contentieux majeurs visent également à garantir une indépendance de jugement et limiter les conflits d'intérêts. Les règles, procédures, et principes à appliquer dans la mise en œuvre des actions rattachables à chaque fonction support sont formalisées et diffusées par les différents services centraux concernés.</p> <p>Pour autant, la gestion opérationnelle des filiales du Groupe reste décentralisée sur les directeurs de site et chacun est responsabilisé aux enjeux de sa fonction en terme de contrôle interne. Cette décentralisation repose sur des délégations de pouvoir définies dans les statuts des filiales du Groupe. Chaque directeur de site a à rendre compte de l'utilisation faite de ces délégations de pouvoir auprès de la Direction générale.</p> <p><u>Management des risques</u></p> <p>Le management des risques est au cœur de la démarche du Groupe, tant en termes de développement durable que de contrôle interne. Les risques majeurs auxquels le Groupe est confronté étant de différentes natures (industriels et écologiques, politiques ou liés à l'activité internationale, financiers), les processus de détection, d'analyse et de résolution sont multiples.</p> <p>Concernant les risques industriels, l'activité du Groupe est marquée par une présence régalienne forte, preuve du degré d'implication des pouvoirs publics en matière d'élimination des déchets. La maîtrise de la conformité réglementaire mise en place par Séché Environnement découle tout à la fois d'une veille réglementaire permanente, de la participation à des groupes de travail au niveau professionnel en vue de devancer les réglementations et d'audits réglementaires par des agents spécialement formés.</p> <p>D'un point de vue environnemental, le Groupe met en œuvre les contrôles nécessaires à la détection de toute pollution. Tous les sites de Séché Environnement bénéficient d'une surveillance organisée des impacts et effets de leurs rejets. Des études faunistiques et floristiques sont par ailleurs réalisées de façon régulière, soit lors de renouvellement ou d'extension, soit pour satisfaire les légitimes demandes des commissions locales d'information et de surveillance imposées ou créées à l'initiative du Groupe. Enfin, un dispositif de réduction des impacts lors d'événements accidentels a été mis en place dans le Groupe. Il comprend des organisations permettant de protéger le personnel, les populations et l'environnement lors</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|
| | | | | <p>d'accidents.</p> <p>Une centralisation du reporting des risques majeurs a été mise en place, impliquant le service juridique et à destination des principaux dirigeants du Groupe. Elle vise à assurer une connaissance la plus en amont possible des enjeux pour le Groupe et des actions émises ou à mettre en œuvre.</p> <p><u>Activités de contrôle interne</u></p> <p>Composantes indispensables de toute organisation de contrôle interne, les activités de contrôles sont tout à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prises en charge par les opérationnels dans leurs actions quotidiennes. Leur mode opératoire se doit de respecter les process et procédures définis pour leur fonction et s'inscrit dans le système de valeurs promu par le Groupe ; • assurées par la mise en place de différents reporting (financier ou non financier, qualitatif ou quantitatif) dans le cadre desquels, les fonctions en charge de la centralisation des informations assurent une analyse critique des données. <p>Ces dernières activités de contrôle sont adossées à l'organisation centralisée du Groupe et s'appuient sur quelques fonctions supports rattachées directement à la direction financière du Groupe : contrôle de gestion Groupe, consolidation, trésorerie, audit interne, informatique, juridique.</p> <p><u>Contrôle de gestion Groupe</u></p> <p>Le contrôle de gestion Groupe participe activement au processus budgétaire tout au long de l'année. En s'appuyant sur le réseau des contrôleurs de gestion des filiales, il garantit la remontée périodique des données du reporting et de leur fiabilité, et assure un suivi mensuel des résultats et des écarts par rapport au budget.</p> <p>Il assure la diffusion régulière et circonstanciée d'informations synthétiques à la Direction générale et aux administrateurs. Par ailleurs, il travaille conjointement avec le service consolidation pour assurer la cohérence des données financières à chaque arrêté.</p> <p><u>Consolidation statutaire</u></p> <p>L'équipe dédiée à l'élaboration de la consolidation statutaire veille à diffuser une information financière fiable et respectueuse des réglementations en vigueur. Elle diffuse les instructions du Groupe en matière de principes comptables d'arrêté. Elle réalise une consolidation "en râteau". En privilégiant l'absence de palier de consolidation, elle s'assure de disposer des informations financières les plus précises possibles. Elle dispose également systématiquement des conclusions des audits réalisés par les Commissaires aux comptes des filiales. Elle assure également les retraitements de consolidation pure, sur la base des liasses remontées par les filiales au format IFRS : depuis le passage aux nouvelles normes, celles-ci assurent directement les retraitements IFRS. Elle contrôle systématiquement la prise en compte par les filiales de ces retraitements afin de garantir une uniformité dans les traitements effectués et d'identifier les besoins de formation complémentaire. Elle met à jour le manuel de normes IFRS à l'usage des équipes</p> |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement  |
|--------------|---|--|--|--|
| | | | | <p>comptables, leur permettant tout à la fois de comprendre la nature des retraitements pratiqués au regard du cadre général, et de disposer d'un manuel pratique leur rappelant les travaux à effectuer et les moyens mis à disposition. Enfin, toutes les opérations et retraitements complexes font l'objet, quant à leur comptabilisation, d'une revue par les Commissaires aux comptes du Groupe le plus en amont possible.</p> <p><u>Pilotage du contrôle interne</u></p> <p>Le Groupe entend développer, au travers d'une approche encore naissante d'audit interne, une démarche d'évaluation et d'amélioration de son processus de contrôle interne.</p> <p>L'audit interne organise aujourd'hui ses travaux en fonction des orientations que lui fixe la Direction générale: il coordonne sous le contrôle de la Direction générale : il coordonne sous le contrôle de la Direction générale l'élaboration et la mise à jour des procédures et principes comptables du Groupe et en assure la diffusion la plus large et la plus adaptée ; il procède à la réalisation de missions ponctuelles diligentées par la Direction générale qui en définit les objectifs, en entend les recommandations et en oriente les plans d'actions ; il s'attache à définir les moyens de mettre en place une démarche d'auto-évaluation dont l'objectif est la réalisation de diagnostics réguliers sur la qualité des processus de contrôle interne en vigueur, la sensibilisation et la responsabilisation des responsables opérationnels sur les enjeux du contrôle interne.</p> <p><u>Information, communication et contrôle interne</u></p> <p>Dans un souci toujours permanent de fiabilisation et d'intégrité de l'information financière, le Groupe s'appuie sur des progiciels de gestion intégré (Entreprise Ressource Planning) déployés sur l'ensemble des filiales françaises en intégration globale, qu'il s'agisse :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la comptabilité générale et analytique des différentes filiales : le progiciel comptable du Groupe s'articule autour d'un plan comptable et une architecture analytique unique, dont la mise à jour est pilotée par les services comptables et contrôle de Gestion Groupe. Une équipe du service informatique est spécifiquement dédiée à cet outil et aux besoins des utilisateurs ; En terme de flux d'informations, il assure des schémas comptables communs et, en garantissant l'existence de contrôles automatiques pertinents, assurent la régularité de la comptabilisation des opérations. • du contrôle de gestion Groupe et de la consolidation statutaire : le logiciel de consolidation et de reporting Groupe est unique et interfacé autant que possible avec le progiciel comptable ; • de l'outil de gestion des ressources humaines : ce progiciel, dont l'utilisation est désormais uniformisée sur l'ensemble du périmètre français est également totalement interfacé avec le progiciel comptable. <p>D'une manière générale, l'ensemble de l'architecture informatique est gérée de façon centralisée : tout investissement informatique dans le Groupe fait l'objet d'une validation par la Direction informatique, qui assure, par son contrôle, une cohérence de l'architecture informatique, la sécurité, la disponibilité, la pérennité et l'intégrité des systèmes.</p> <p>Les informations produites issues de ces systèmes d'information, et contrôlées dans le cadre des différents reporting en vigueur, font l'objet d'une transmission à la Direction sous forme d'indicateurs</p> |

| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|
| | | | | <p>synthétiques jugés pertinents par elle. La diffusion, en externe, de l'information financière est assurée par le service de communication financière, en étroite collaboration avec la Direction et notamment la Direction financière.</p> <p><u>Présentation des procédures de contrôle interne mises en place</u></p> <p><u>Procédures de contrôle interne destinées à contrôler les activités</u></p> <p>Les procédures de contrôle interne mises en place par la Société et destinées à contrôler les activités visent à garantir que les actes de gestion et opérations de chaque société du Groupe ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini dans les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, et plus particulièrement par le Conseil d'administration.</p> <p>Elles portent sur les principaux cycles composant l'activité (procédure achats – procédures ventes (simple et offre globale) – procédure investissements – procédure de recouvrement – procédure de centralisation de trésorerie) et s'accompagnent de processus de suivi de l'activité : processus budgétaire, processus de reporting mensuel destiné à identifier les écarts et mettre en place les actions correctrices nécessaires.</p> <p>Elles font l'objet, si nécessaire, d'un travail particulier de mise à jour destiné à faire converger les pratiques du Groupe vers un cadre référent et prendre en compte la démarche d'uniformisation des systèmes d'information.</p> <p>Chaque procédure est visée par la Direction générale. Elle décrit les objectifs généraux qui lui sont assignés, son domaine d'application et son périmètre, détaille toutes les étapes de la procédure précise les modalités de surveillance de la procédure mise en place par le Groupe et la nécessité de l'implication de tous ;</p> <p>Elles peuvent être, le cas échéant, complétées par des notes techniques, précisant les recommandations du Groupe sur le traitement de certaines opérations spécifiques.</p> <p>Le processus budgétaire, qui implique chaque filiale, la Direction du Groupe et le contrôle de gestion Groupe en fonction support :</p> <ul style="list-style-type: none"> • permet la confrontation des objectifs que s'assigne chaque filiale avec les orientations stratégiques élaborées au plus haut niveau et un accord de chacun sur la façon de les décliner concrètement ; • garantit, par le biais d'au moins deux révisions annuelles, la prise en compte du déroulement effectif de l'activité, des orientations nouvelles précisées par la Direction et la déclinaison des mesures correctrices éventuelles. <p>Le processus de reporting mensuel, dont la fiabilité et la centralisation sont assurées par le contrôle de gestion Groupe, permet à la Direction du Groupe de disposer d'un suivi mensuel de l'activité et de la réalisation concrète des objectifs assignés.</p> |

| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|
| | | | | <p><u>Procédures de contrôle interne garantissant la conformité aux lois et réglementation en vigueur – indicateurs de développement durable</u></p> <p>Dans le secteur d'intervention de prédilection du Groupe, il ne saurait être question "d'activité" et de "pérennité" sans un respect strict du cadre législatif et réglementaire qui définit les normes minimales et les bonnes pratiques en matière de collecte, de traitement des déchets, d'exploitation des sites d'incinération, de revalorisation et d'enfouissement. En effet, la plupart des sites d'exploitation du Groupe sont soumis à autorisation préfectorale d'exploiter et le respect de cette autorisation est une priorité absolue.</p> <p>Séché Environnement a depuis de nombreuses années fait état de sa maturité sur ces sujets sensibles, qui s'inscrit dans la démarche plus large qu'est sa politique de développement durable. Il compte renforcer encore ses actions dans ce domaine grâce à un suivi rigoureux de ses performances au-delà de toute imposition réglementaire.</p> <p>Cette démarche se traduit pour le périmètre France par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un processus de veille réglementaire permanente conduisant le Groupe à se fixer autant qu'il lui est possible un niveau d'exigence plus restrictif, tant sur les modalités d'acceptation et de traitement des déchets que sur la conception des différents sites et la préservation de ces derniers ; • une démarche de certification de ses installations de traitement de déchets (ISO 9001 version 2000 – 14001 – OHSAS 18001) qui a pour préalable la mise en place de procédures et modes opératoires visant à la maîtrise des activités susceptibles d'avoir une influence sur la sécurité et l'environnement ; • Une démarche d'audit réglementaire interne, animée par une équipe indépendante et qualifiée, rendant compte directement à la Direction opérationnelle ; • l'adoption d'une charte de développement durable en sus des chartes environnementales, sécurité et qualité existantes dans le Groupe, largement diffusée auprès des acteurs de l'entreprise et du Groupe ; • l'élaboration et la diffusion à l'ensemble des agents du Groupe de codes de comportement et d'actions explicitant les exigences contenues dans les 7 engagements du Groupe ; <p>De la même façon la Société s'attache à fournir à l'ensemble des parties prenantes du Groupe des informations comparatives, d'une année sur l'autre, sur l'ensemble des paramètres fondamentaux liés à sa politique de développement durable.</p> <p><u>Procédures de contrôle interne destinées à assurer la fiabilité des informations financières et leur conformité aux lois et réglementation en vigueur</u></p> <p>L'organisation mise en place vise à garantir une information financière fiable et conforme aux principes comptables généraux et aux référentiels et méthodes adoptés par le Groupe qui s'inscrivent eux-mêmes dans le cadre réglementaire français. Par ailleurs elle vise à garantir le respect des obligations de la</p> |

| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|
| | | | | <p>fonction financière et comptable en matière d'informations des acteurs de l'entreprise ainsi que de l'ensemble des parties prenantes (actionnaires, investisseurs, administration ...).</p> <p>Le rôle de la fonction financière, dans cette organisation est primordial. Elle assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la cohérence et l'intégrité du système d'information, sur lequel évoluent toutes les filiales françaises ; • la diffusion des procédures propres aux processus financiers, et garantit leur correcte mise en œuvre. Pour cela, elle émet à chaque arrêté une note d'instructions de clôture et de principes comptables prévalant à l'établissement des comptes de toutes les filiales. Ces notes sont actualisées et mise à jour régulièrement pour tenir compte de l'expérience des arrêts précédents. Par ailleurs, lors des arrêts semestriels et annuels, l'intervention des Commissaires aux comptes dans chacune des filiales fait l'objet de conclusions systématiquement transmises aux Commissaires aux comptes du Groupe et au service consolidation. Un suivi des remarques émises est mis en place, pour analyse, mesure des enjeux au niveau du Groupe et mise en place d'actions correctrices ; • la formation et l'information régulière des équipes comptables, aux fins d'assurer un niveau de compétence minimum tout en permettant un partage des bonnes pratiques dans le Groupe ; • la mise à jour et l'analyse de la pérennité de l'outil de consolidation et de reporting et son interface avec le système d'information comptable et de reporting du Groupe. Les principaux paramétrages sont assurés par l'équipe consolidation avec l'appui du prestataire, et la diffusion des modifications apportées s'effectue directement en central. La formation de tout nouvel utilisateur dans le Groupe est assurée par les équipes de consolidation Groupe ; • un lien permanent entre les équipes de consolidation statutaire et de contrôle de gestion groupe, afin de permettre la production le plus en amont possible de données prévisionnelles consolidées. Ce reporting mensuel fait l'objet d'un contrôle régulier par rapport aux données réelles issues du processus de consolidation ; • le traitement des opérations significatives du Groupe (acquisition, cession, restructuration) ayant un impact sur les informations financières produites par le Groupe ; • la communication des informations comptables et financières à destination des organes de direction et d'administration ; • l'intégrité du processus de remontée et de validation des informations figurant dans le document de référence, le respect de la réglementation AMF ainsi que la qualité de la relation avec les services comptables de l'AMF ; • le contrôle des données diffusées dans le cadre de la communication financière du Groupe. |
| 4.10 | Processus d'évaluation de la performance propre du Conseil d'administration (ou assimilé), notamment du point de vue | | 52 | Le rôle du Conseil d'administration ainsi que son fonctionnement ne sont à ce jour pas formalisés dans un règlement intérieur. Par ailleurs, le Conseil d'administration n'a à ce jour pas procédé à l'examen de son |

| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|---|
| | économique, environnemental et social | | | mode de fonctionnement. Ces sujets sont toutefois mis à l'agenda du Conseil pour l'année 2015. |
| 4.11 | Explications sur la position de l'organisation quant à la démarche ou au principe de précaution et sur ses actions en la matière | | | <p>L'application du principe de précaution dans le métier du traitement des déchets s'analyse principalement par les mesures à prendre pour limiter les risques d'exposition du personnel en contact des déchets.</p> <p>Il est par conséquent indispensable d'avoir un suivi précis de l'exposition des salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • potentielle (à partir des mesures dans l'air) : ce que l'opérateur pourrait respirer s'il ne portait pas de protection respiratoire ; • réelle grâce aux mesures (biomonitoring) dans différents liquides biologiques (sang, urines...) : ce qui est susceptible de pénétrer réellement dans l'organisme par les trois voies d'exposition possibles (respiratoire, contact avec la peau ou les muqueuses, et ingestion). <p>Ces critères objectifs, tant pour les situations individuelles que collectives, constituent des outils opérationnels en vue d'améliorer les situations de travail par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'adaptation et l'accroissement d'efficacité des mesures de prévention dans l'organisation du travail, • l'adaptation des équipements de protection individuelle, pour aboutir à l'absence d'impact sur la santé des travailleurs. <p>L'information et la formation délivrées aux salariés concernant les risques spécifiques, s'il y en a, permettent une meilleure compréhension et adhésion du salarié qui se trouve fortement impliqué dans la mise en œuvre des mesures de prévention.</p> |
| 4.12 | Chartes, principes et autres initiatives, d'origine extérieure en matière économique, environnementale et sociale, auxquels l'organisation a souscrit ou donné son aval | | | <p>Outre son adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies en 2003, le Groupe adhère et a signé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ les engagements de progrès de l'Union des Industries Chimique (UIC) ■ la charte du Comité 21 |
| 4.13 | Affiliation à des associations (associations professionnelles) ou adhésion à des organisations nationales ou internationales de défense des intérêts | | | <p>Séché Environnement adhère ou participe entre autres à des:</p> <p>Organisations professionnelles (liste non exhaustive)</p> |

| | | | | |
|--------------|---|--|--|---|
| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|



| Syndicats professionnels dont S  ch   Environnement est adh  rent, actifs en mati  re de d  chets dangereux çà et non dangereux    | Site Internet | Valorisation   nergie | Recyclage mati  re | Transport et   limination | France | Europe |
|--|--|-----------------------|--------------------|---------------------------|--------|--------|
| ZACR Association Alliance Chimie Recyclage | www.zacr.eu | |       | |       | |
| CEWEP Conf  d  ration of European Waste-to-Energy Plants | www.cewep.eu |    | |    | |    |
| ESRG European Solvent Recycler Group | www.esrg.de | |    | | |    |
| EURITS European Union for Responsible Incineration and Treatment of Special Waste | www.incineration.info |    | |    | |    |
| FEAD F  d  ration Europ  enne des Activit  s de la D  pollution et de l'Environnement | www.fead.be |    |       |       | |    |
| FEDEREC F  d  ration des entreprises du recyclage | www.federec.org | |       | |       | |
| FNADE F  d  ration Nationale des Activit  s de la D  pollution et de l'Environnement | www.fnade.com |       |       |       |       | |
| FNSA Fed. N   des Syndicats de l'Assainissement et de la maintenance industrielle | www.fnsa-vanid.org | | |    |       | |
| HWE Hazardous Waste Europe | www.hazardouswasteurope.eu |    |    |    | |    |
| IGEDEDIM Initiative de gestion des d  chets diffus sp  cifiques | www.gededim.fr | | |    |       | |
| PEN International POPs Elimination Network | http://chm.pops.int | | |    | |    |
| SNAD Syndicat National des Activit  s du D  chet | www.fnade.com | | |       |       | |
| SVDU Syndicat national du traitement et de la Valorisation des D  chets Urbains et assimil  s | www.incineration.org |    | |    |       | |
| SYPRED Syndicat professionnel pour le recyclage et l'  limination des d  chets dangereux | www.sypred.fr |    |    |    |       | |
| SYRES Syndicat des recycleurs de solvants | www.federec.org | |    | |       | |
| UIC Union des Industries Chimiques | www.uic.fr | |    | |       | |



Groupe de r  flexion

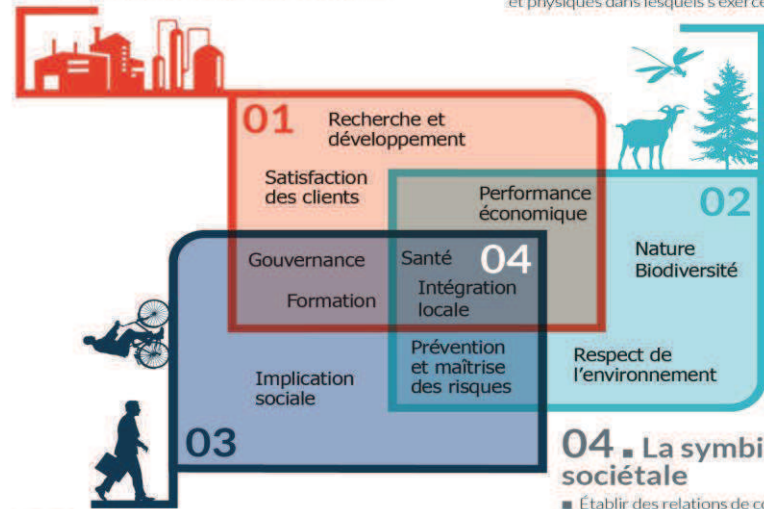
-    Comit   21
-    Association Or  e
-    Entreprises pour l'Environnement (EpE)
-    MiddleNext



Organisations scientifiques ou de protection de la nature

-    Association RECORD (r  seau Coop  ratif sur les d  chets)
-    Fondation pour la Recherche sur la Biodiversit   (FRB)
-    Ligue de Protection des Oiseaux (LPO)
-    Mus  um national d'Histoire Naturelle (MNHN)



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|-----------|---|--|--|---|
| | | | | Forces de proposition et organismes de normalisation <ul style="list-style-type: none"> ■ MEDEF ■ AFNOR ■ Groupes de travail des différents ministères, COSEI (Conseil d'orientation stratégique des éco industries) ... |
| 4.14 | Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation | | | <ul style="list-style-type: none"> ■ Salariés ■ Riverains (voisins) ■ Pouvoirs publics ■ Clients ■ Communauté financière ■ Assureurs ■ ONG & associations ■ Parties prenantes silencieuses (nature) |
| 4.15 | Base d'identification et sélection des parties prenantes avec lesquelles il faut dialoguer | | | <p>Séché Environnement s'attache à l'écoute et au dialogue avec elles dans une optique d'acquisition mutuelle de connaissance des préoccupations de chacun dans le but notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Favoriser la confiance et le dialogue ; ■ Aider les parties intéressées à comprendre les engagements, les politiques et les performances du Groupe ; ■ Améliorer le fonctionnement du Groupe grâce à leurs commentaires ou suggestions ; ■ Développer une culture d'entreprise largement partagée ; ■ Accroître le soutien économique et la confiance des actionnaires. |
| 4.16 | Démarche de ce dialogue, et notamment fréquence par type et par groupe de parties prenantes | Voir page suivante, Schéma représentant les synergies avec les parties prenantes : | | |



| | | | | |
|--------------|---|--|--|---|
| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|



| | | |
|--|--|---|
| | | <div data-bbox="1055 411 1980 1369"> <div> <h3>01. Le développement économique</h3> <ul style="list-style-type: none"> Assurer la pérennité du Groupe par une croissance maîtrisée et rentable à long terme ; Fournir à ses clients un service global de prise en charge et de traitement de leurs déchets, dans le respect de l'ensemble des normes réglementaires, avec une sécurité, une traçabilité et une transparence qui s'expriment dans le respect quotidien des hommes et de ses milieux. </div> <div> <h3>02. La préservation des parties prenantes silencieuses</h3> <ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la sauvegarde de la biodiversité et des milieux naturels, en prenant part à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et en oeuvrant à la préservation des ressources naturelles, en particulier par des actions de valorisation énergétique des déchets ; Préserver les milieux biologiques, hydrogéologiques et physiques dans lesquels s'exerce l'activité du Groupe. </div> <div> <h3>03. Les attentes sociales</h3> <ul style="list-style-type: none"> Favoriser, dans le respect des diversités, l'épanouissement professionnel des collaborateurs du Groupe par une politique de recrutement et de formation adaptée ; Veiller à leurs conditions de sécurité et de santé à leurs postes de travail, par un management particulièrement ciblé. </div> <div> <h3>04. La symbiose sociétale</h3> <ul style="list-style-type: none"> Etablir des relations de confiance avec l'ensemble du tissu économique et social en contact des sites en agissant avec transparence ; Se positionner parmi les acteurs du développement économique et social des zones d'implantation. </div>  </div> |
|--|--|---|



| | | | | |
|--------------|---|--|--|---|
| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement  |
|--------------|---|--|--|---|



| | | | | Parties prenantes | Exigences & requêtes | Influences & modes de pression | Réponses & engagement de Séché Environnement |
|------|--|-----|--|----------------------------|---|---|---|
| 4.17 | Questions et préoccupations clés soulevées via le dialogue avec parties prenantes et manière dont l'organisation y a répondu, notamment lors de l'établissement de son rapport | 6.2 | | Salariés | <ul style="list-style-type: none"> - sécurité environnementale pour les sites et les personnes - informations sur les activités de l'entreprise | <ul style="list-style-type: none"> - premier vecteur de communication de l'entreprise, et donc de sa réputation - possibilité de quitter l'entreprise | <ul style="list-style-type: none"> - formation et sensibilisation : conférences pour accompagner la publication des rapports de RSE, développement d'un logiciel informatique afin de calculer l'empreinte écologique de chaque salarié et explication personnalisée du calcul - organisation de visites de sites : les salariés expliquent par eux-mêmes leur métier et les actions environnementales de l'entreprise (aux riverains, aux élus, aux écoles, aux acteurs financiers...) - engagement de la direction : charte développement durable, code de comportement et d'action, charte QSSE |
| | | | | Riverains (voisins) | <ul style="list-style-type: none"> - respect de la biodiversité locale et du paysage autour des sites | <ul style="list-style-type: none"> - les agrandissements des sites sont soumis à «enquêtes publiques», notamment auprès des riverains | <ul style="list-style-type: none"> - « monsieur ou madame voisinage » sur chaque site : contact permanent avec les riverains pour connaître leurs réflexions et |

| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement  | | | |
|--------------|---|--|--|--|---|---|---|
| | | | | | <ul style="list-style-type: none"> - maîtrise du bruit et respect de la qualité de l'air - informations sur les activités du groupe (syndrome NIMBY « <i>Not In My Back yard</i> » : il faut traiter les déchets, mais pas près de chez nous) | | <ul style="list-style-type: none"> requêtes - dialogue avec les riverains pour aménagement paysagé du site -actions de protection de la biodiversité et du paysage - organisation de visites de sites - partenariat avec des manifestations locales : tenues en coton équitable pour les organisateurs du festival lyonnais « Les nuits de Fourvière » par exemple |
| | | | | Pouvoirs publics | <ul style="list-style-type: none"> - respect des réglementations sur la gestion et le traitement des déchets. - informations sur les activités du Groupe | <ul style="list-style-type: none"> - autorisation d'agrandir les sites ou décision de fermetures (pour les sites qui ne seraient pas conformes) - vote de réglementations plus strictes | <ul style="list-style-type: none"> - conformité aux réglementations en vigueur - « standards propres » du Groupe plus exigeants que les réglementations : innovation dans le traitement des déchets dès la création de l'entreprise (valorisation et récupération du biogaz et du méthane avant que cela ne devienne obligatoire par exemple) - organisation de visites de sites |



| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sèche Environnement  | | | |
|--------------|---|--|--|---|--|---|--|
| | | | | Clients | <ul style="list-style-type: none"> - traçabilité - informations sur les activités du Groupe | <ul style="list-style-type: none"> - remise en cause des contrats | <ul style="list-style-type: none"> - conformité aux réglementations en vigueur - organisation de visites de sites |
| | | | | Communauté financière | <ul style="list-style-type: none"> - rentabilité - respect des réglementations - anticipation et maîtrise des risques environnementaux et de leurs impacts financiers - informations sur les activités du Groupe | <ul style="list-style-type: none"> - analyse, notation de l'éthique et de la responsabilité - Caisse des Dépôts : 20 % du capital du Groupe – 14 % des droits de vote - investissements de fonds ISR | <ul style="list-style-type: none"> - performance économique - conformité aux réglementations en vigueur - certifications : ISO 9001 et 14001, OHSAS 18001 - organisation de visites de sites, roadshows, ... - analyses ISR |
| | | | | Assureurs | <ul style="list-style-type: none"> - respect des réglementations - anticipation et maîtrise des risques, en particulier environnementaux | <ul style="list-style-type: none"> - montant de la prime d'assurance | <ul style="list-style-type: none"> - conformité aux réglementations - innovation dès la création de l'entreprise : géomembranes superposées et drains pour une meilleure étanchéité des sites et un moindre risque de pollution - investissements dans la prévention des pollutions et les mesures et contrôles des sites - organisation d'audits de sites |

| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sèche Environnement  | | | |
|--------------|---|--|--|---|---|---|--|
| | | | | ONG & associations | <ul style="list-style-type: none"> - respect de la biodiversité, de l'air, des sols - respect des réglementations en vigueur - engagement et actions au-delà des réglementations | <ul style="list-style-type: none"> - alerte des médias et de l'opinion publique - prise de parole dans les enquêtes publiques pour agrandissement des sites | <ul style="list-style-type: none"> - adhésion au Global Compact de l'ONU - adhésion au programme STOC EPS (suivi temporel des oiseaux) dirigé par le Muséum National d'Histoire Naturelle pour préserver l'abondance des oiseaux communs autour des sites - adhésion à des organisations scientifiques (Ligue de Protection de Oiseaux), professionnelles (Fédération nationale des activités de dépollution et de l'environnement) et associations de réflexion (Entreprises pour l'Environnement) par exemple. - présence d'un écologue dans chaque groupe de travail de l'entreprise. |
| | | | | Parties prenantes silencieuses (nature) | <ul style="list-style-type: none"> - activité économique dans le respect et la protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> - dégradation ou disparition : danger pour la santé et la survie de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> Inclusion des activités dans les milieux naturels par - système interne de mesure de la biodiversité initiale avant tout chantier pour préservation de la |

| Code GRI3 | Profil et stratégie Libellé GRI 3  | Questions centrales Domaine d'action ISO 26000 | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sèche Environnement  | | | |
|--------------|---|--|--|---|--|--|---|
| | | | | | | | nature pendant le chantier et garantir la remise en état à la fin des travaux - préservation des milieux aquatiques : recyclage des eaux, contrôles sur le rejet des eaux |



| Code GRI3 | Economie Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|

| Volet : Performance économique | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-----|--------------------------------|----|-------------|---|---------------------------|--|--|
| EC1 | Valeur économique directe créée et distribuée, incluant les produits, les coûts opérationnels, prestations et rémunérations des salariés, donations et autres investissements pour les communautés, les résultats mis en réserves, les versements aux apporteurs de capitaux et aux Etats | | 6.8 6.8.3 6.8.7 6.8.9 | 20 | 86 | Chiffre d'affaires redistribué Sommes conservées Collaborateurs Fournisseurs Actionnaires Banques Etats et collectivités | M€ | 469,1 41,6 101,1 270,5 8,2 12,0 35,7 | 444,7 25,1 105,3 257,0 8,2 14,0 35,1 |
| EC2 | Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques | 7/8 | 6.5.5 | | | Indicateur non pertinent pour le Groupe Les activités concernant les déchets n'entrent pas dans le champ d'application de la réglementation sur les émissions de GES | Néant | Non pertinent | Non pertinent |
| EC3 | Etendue de la couverture des retraites avec des plans de retraite à prestations définies | | | | 119; 171 | L'intégralité du personnel en France a une couverture liée à sa convention collective et bénéficie des retraites complémentaires correspondantes, mais aussi d'indemnités de fin de carrière faisant l'objet soit d'une provision, soit d'une couverture d'assurance | % de l'effectif en France | 100% | 100% |
| EC4 | Subventions et aides publiques significatives reçues | | | | | | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Présence sur le marché | | | | | | | | | |
| EC5 | Distribution des ratios comparant le salaire d'entrée de base et le salaire minimum local sur les principaux sites opérationnels | | 6.4.4 6.8 | | 67 | Donnée non renseignée L'indicateur retenu par le Groupe est la pyramide des salaires en fonction de multiples du plafond de Sécurité Sociale, l'essentiel de son activité se situant en France. La comparaison à un salaire local correspondrait alors à retenir la valeur du SMIC | Néant | Explication ci-contre | Explication ci-contre |

| Code GRI3 | Economie Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|---|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|-----------------------|-----------------------|
| | | | | | | Libellé de l'indicateur ou commentaires  | | | |
| EC6 | Politique, pratiques et part des dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux sur les principaux sites opérationnels | | 6.6.6 6.8 6.8.5 6.8.7 | | | Une priorité de fait est accordée aux fournisseurs locaux (au niveau des régions françaises) à prestations et conditions économiques identiques | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| EC7 | Procédures d'embauche locale et proportion de cadres dirigeants embauchés localement sur les principaux sites opérationnels | | 6.8 6.8.5 6.8.7 | 16 | 24;87 | Indicateur peu pertinent pour le Groupe dont l'activité est essentiellement basée en France (95%) | Néant | 100% | 100% |
| <p align="center">Volet : Impacts économiques et indirects</p> <p>Ayant une couverture nationale à travers des unités de traitement et de stockage dans diverses régions de France, Séché Environnement contribue au développement de ces zones tant par le recrutement local de la majorité de ses salariés (91 % habitent à moins de 50 km de leur lieu de travail) que par la création d'emplois induits.</p> <p>Le pouvoir d'achat des salariés permet d'alimenter les économies locales. Il en va de même pour le recours à la sous-traitance pour des activités éloignées du cœur de métier du Groupe (gardiennage, nettoyage, maintenance entre autres). A ces effets directs il convient de sommer les emplois induits, issus des prestations de transport, d'hôtellerie, de restauration auxquelles recourt régulièrement le Groupe. La quantification de ces derniers reste délicate à effectuer.</p> <p>En dernier lieu, le fait pour une région de disposer, dans sa zone d'influence, d'une unité de traitement de déchets, est un atout dans sa politique d'industrialisation : c'est un élément d'infrastructure indispensable au même titre que la viabilisation des terrains industriels, la disponibilité des utilités (énergie, eau, gaz industriel) ou les raccordements aux réseaux de communication.</p> | | | | | | | | | |
| EC8 | Développement et impact des investissements en matière d'infrastructures et de services, principalement publics, réalisés via une prestation commerciale, en nature ou à titre gratuit | | 6.3.9 6.8 6.8.3 6.8.4 6.8.5 6.8.6 6.8.7 6.8.9 | | | Néant | Néant | Néant | Néant |
| EC9 | Compréhension et description des impacts économiques indirects significatifs, y compris l'importance de ces impacts | | 6.3.9 6.6.6 6.6.7 6.7.8 6.8 6.8.5 6.8.6 6.8.7 6.8.9 | | 87 | Voir politique exposée ci-dessus et quantification partielle | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |



ENVIRONNEMENT

| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|

Volet : Matières

La consommation totale du Groupe dans les principales matières utilisées dans les procédés s'élève à 276 kt dont 48% issues de recyclage interne. Ramenées à la tonne de déchets traités, les activités les plus consommatrices de matière sont dans l'ordre, la stabilisation, puis les traitements (physico-chimique et incinération).

La valorisation matière des déchets réceptionnés est privilégiée dans la mesure de la faisabilité technique, de l'existence d'un marché pour la matière première secondaire et de la viabilité économique de la chaîne de recyclage.



| | | | | | | | | | |
|-----|--|-----|--------------|----|----|--|----|-----|-----|
| EN1 | Consommation de matières en poids ou en volume | 8 | 6.5 6.5.4 | 16 | 80 | Les consommations de matières premières sont fonction de la nature des déchets à traiter (réactifs) ou des travaux à réaliser (alvéoles de stockage en construction) | kt | 272 | 276 |
| EN2 | Pourcentage de matières consommées provenant de matières recyclées | 8/9 | 6.5 6.5.4 | 16 | 80 | Le recyclage est interne au Groupe, des déchets triés et traités pouvant constituer des matières premières pour sa propre activité | % | 55 | 48 |

Volet : Energie

Le Groupe dépasse son autosuffisance énergétique de plus de 200 %. Les variations à la tonne traitée résultent du mix déchets traités (proportions selon les techniques de traitement, stockage ou incinération). Cette performance est atteinte grâce à :

- ☐ Une bonne valorisation de l'énergie contenue dans les déchets (vapeur et électricité pour les sites d'incinération, biogaz méthane pour l'activité de stockage) ;
- ☐ Une maîtrise des consommations énergétiques pour les besoins industriels.

| | | | | | | | | | |
|-----|---|-----|--------------|----|-------|---|--------|----------------|-------------------|
| EN3 | Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire | 8 | 6.5 6.5.4 | 38 | 82 | | GWh/an | 354,4 | 283,4 |
| EN4 | Consommation d'énergie indirecte répartie par source d'énergie primaire | 8 | 6.5 6.5.4 | | | Indicateur non renseigné | Néant | Hors périmètre | Hors périmètre |
| EN5 | Energie économisée grâce à l'efficacité énergétique | 8/9 | 6.5 6.5.4 | | 11;75 | Au cours de l'année 2014, 2 sites d'incinération ont été certifiés ISO 50001 (management énergétique), Alcéa et Béarn Environnement | Néant | En cours | 2 sites certifiés |
| EN6 | Initiatives pour fournir des produits et des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré ; réductions des besoins énergétiques obtenues suite à ces initiatives | | 6.5 6.5.4 | 38 | 82 | Vente d'énergie électrique et thermique à partir de la valorisation des déchets par voie thermique (Salaise, Rouen, Pau, Nantes, Strasbourg) et par valorisation du biogaz (Calais, Changé, Montech, Le Vigeant, La Dominelais) | GWh/an | 704,7 | 620,4 |
| EN7 | Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues | 8/9 | 6.5 6.5.4 | | | Indicateur non renseigné | Néant | Hors périmètre | Hors périmètre |

| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sèché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|

Volet : Eau

Outre les eaux sanitaires et de nettoyage, certaines techniques de traitement consomment des quantités significatives d'eau. C'est le cas notamment des systèmes d'épuration associés aux traitements humides des gaz issus de l'incinération, et la stabilisation des déchets ultimes avant stockage. D'importants programmes d'économies et de recyclage ont été mis en œuvre ces dernières années, conduisant à une diminution constante des volumes prélevés.

L'eau provient soit de retenues d'eau, soit de pompages dans des puits, soit de réseaux d'adduction. Des actions de valorisation ont été lancées sur certains sites, comme le recyclage des eaux de pluie ou l'utilisation des lixiviats du stockage en classe 1 comme eaux de process en particulier dans la stabilisation de déchets à admettre en classe 1.

Le prélèvement dans les nappes phréatiques n'est pas significatif par rapport aux réserves que représentent ces dernières et ne risque aucunement de provoquer une baisse de leur niveau. Les principaux prélèvements sont effectués à Saint-Vulbas (01) et à Salaise (38) dans les importantes nappes alimentées par les eaux des Alpes.

En l'absence d'eaux industrielles, prélever dans une nappe dans ces conditions est de moindre impact environnemental que l'utilisation d'une eau de réseau qui a donné lieu au préalable à des traitements destinés à lui donner sa potabilité, non nécessaire pour les usages industriels.

| | | | | | | | | | |
|------|--|-----|--------------|----|----|--|---|---------------------|---------------------|
| EN8 | Volume total d'eau prélevé, par source | 8 | 6.5 6.5.4 | 41 | 78 | Consommation totale d'eau dont prélèvement en nappe phréatique | Milliers m ³ | 3265 2900 | 3430 2898 |
| EN9 | Sources d'approvisionnement en eau significativement touchées par les prélèvements | 8 | 6.5 6.5.4 | 41 | 78 | Les nappes phréatiques où sont effectués les prélèvements d'eau sont de grande ampleur et se reconstituent annuellement (Alpes) | Néant | Néant | Néant |
| EN10 | Pourcentage en volume total d'eau recyclée et réutilisée | 8/9 | 6.5 6.5.4 | 41 | 78 | Seules les eaux recyclées en process sont comptabilisées à l'exclusion de celles utilisées en 2 nd usage pour de l'arrosage, du lavage de camions ou du nettoyage de voirie | Milliers m ³ dont incinération stockage | 193 98 95 | 175 81 94 |



Volet : Biodiversité

Les activités de stockage qui représentent environ les trois quarts des surfaces utilisées sont localisées dans des espaces agricoles à faible densité de population, les autres techniques sont mises en œuvre essentiellement dans des zones ou parcs industriels équipés à cet effet, en périphérie lointaine de villes.

Les aires de travail des sites industriels sont recouvertes d'un revêtement étanche et les écoulements d'eaux potentiellement polluées sont gérés à partir de réseaux d'égouts séparatifs. Ces eaux font l'objet de traitement et de contrôles avant rejet dans le milieu naturel (pas d'effets d'eutrophisation, d'acidification ou de rejet toxique).

Dans le cas des centres de stockage de déchets ultimes créés par Sèché Environnement, les précautions prises pour rendre les aires de stockage étanches vont au-delà de la réglementation. Le substrat est composé d'une couche d'argile de 5 mètres d'épaisseur, avec un taux de pénétration de l'humidité de 10⁻⁹ m/s. Cette couche fait l'objet d'un décaissement préalable avant remise en place et compactage pour s'assurer de l'homogénéité de l'étanchéité. Deux géomembranes, séparées par un réseau de drains gravitaires, complètent le dispositif et permettent un contrôle permanent de l'étanchéité et évitent d'éventuelles accumulations de lixiviats avant que ceux-ci n'entrent en contact avec la couche protectrice d'argile.

Une méthodologie de contrôle du bon fonctionnement de ces dispositifs préventifs et des mesures de non-contamination des sols s'effectue à travers de contrôles systématiques par piézomètres d'une éventuelle contamination de la nappe phréatique.

| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|

| | | | | | | | | | |
|------|---|---|--------------|-------|----|---|----|--|---|
| EN11 | Emplacement et superficie des terrains détenus, loués ou gérés dans ou au voisinage d'aires protégées et en zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées | 8 | 6.5 6.5.6 | 44-46 | 81 | Surfaces utilisées (en ha) – aucune en zone protégée Incinération Physico-chimique Stabilisation et stockage Valorisation chimique Tri, valorisation, transports | ha | | Recensement en 2014 en cours selon Stratégie Nationale pour la Biodiversité |
| | | | | | | Total en ha | | | 1344 |

Le « rapport de Rio » propose des orientations au niveau planétaire et recommande aux Etats de décliner les mesures à prendre par les différents acteurs de la société jusqu'au niveau local, puis il précise deux orientations qui sont la préservation de la biodiversité, et l'utilisation durable des ressources biologiques.

Les engagements de Sécché Environnement pour la préservation du vivant sur le site de Sécché Eco-industries à Changé (53), ont vu le jour en 1993 dès la création du parc d'activité déchets, soit l'année suivant la conférence de Rio de 1992. Depuis, cette démarche a été étendue aux autres sites du Groupe. Il ne s'agit pas d'une exploitation directe des ressources faunistiques et floristiques, cependant l'activité majeure de création des sites de stockage risquait d'avoir un impact direct sur des milieux naturels écologiquement riches et sensibles, colonisés par différentes espèces qu'elles soient protégées ou non.



Le rôle clé du naturaliste des sites, s'est affirmé au fil des ans en tant qu'avocat des parties prenantes silencieuses du site : les végétaux, les espèces animales, les écosystèmes locaux. Interface permanente entre la biodiversité et les industriels, il a contribué opérationnellement à la construction progressive d'une culture aujourd'hui largement partagée d'ouverture au milieu et d'écoute, considérées comme une condition essentielle de la pérennité de l'entreprise dans son univers d'origine.

Les sites de stockage étant les principaux consommateurs d'espace, une équipe d'écologue se mobilise depuis 1994 pour en assurer l'intégration. Des schémas directeurs sont établis, préservant les zones écologiques sensibles (zones humides en particulier) et des simulations sont faites pour permettre des échanges avec les populations riveraines.

Les zones de stockage font l'objet d'une réhabilitation dès leur exploitation, au moyen de végétaux locaux répertoriés lors des différents inventaires afin d'obtenir la meilleure symbiose possible avec la faune locale. Le choix des végétaux et le mode de plantation, la création de nouvelles haies bocagères et autres boisements participent au développement naturel des lieux. Par ailleurs, le choix approprié des végétaux et leur mise en œuvre ont permis le classement de ces zones en refuge pour les oiseaux par adhésion à la Ligue de la protection des oiseaux (LPO).

Ainsi l'identification, et l'analyse de la valeur d'un milieu par l'expertise de sa biodiversité, permettent de concilier au plus près la gestion des espaces dits naturels avec ceux à usage industriel. Soucieux de rigueur dans sa démarche, et d'ouverture vers la société civile, Sécché Environnement appuie depuis quelques années son analyse sur une collaboration scientifique avec le Muséum National d'Histoire Naturelle en particulier dans le cadre du programme STOC-EPS (Suivi Temporel des Oiseaux Communs).

Il développe de nombreuses actions de sensibilisation à destination du public, entre autres par l'organisation de visites de ses sites. Aussi le Groupe s'est engagé aux côtés du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) dans une politique de mécénats pour contribuer à la réussite de ce programme destiné au plus grand nombre, de découverte et d'apprentissage de la nature au Jardin des Plantes, en soutenant dans un premier temps la rénovation des Serres historiques du Jardin des Plantes. Par la suite le Groupe a soutenu un programme de recherche sur la biodiversité marine en Bretagne. Le troisième mécénat successif s'est fait en lien avec un chantier de dépollution en Guadeloupe en bord de mangrove. C'est dans ce cadre que Sécché Environnement a contribué à l'aménagement du bassin des lamantins du Parc Zoologique de Paris et a participé au programme de conservation in situ du MNHN sur le lamantin.

| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|

| | | | | | | | | | |
|------|---|---|--------------|-------|-------|---|-----------------------|-----------------------|--|
| EN12 | Description des impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité des aires protégées ou des zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées | 8 | 6.5 6.5.6 | 42-49 | 84-85 | Voir politique ci-dessus | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| EN13 | Habitats protégés ou restaurés | 8 | 6.5 6.5.6 | 47 | 84-85 | Sur chacun des sites de stockage du Groupe (les seuls à avoir des surfaces significatives dépassant les 10 ha) des Zones Environnementales Sensibles (ZES) ont été définies et protégées | % surface ZES / total | | Recensement en 2014 en cours selon la Stratégie Nationale pour la Biodiversité |
| EN14 | Stratégies, actions en cours et plans futurs de gestion des impacts sur la biodiversité | 8 | 6.5 6.5.6 | 42-43 | 84-85 | En janvier 2014, lors d'une cérémonie officielle de signature, Sécché Environnement s'est vu reconnaître et labelliser ses engagements au titre de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) par le MEDDE | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| EN15 | Nombre d'espèces menacées figurant sur la Liste rouge mondiale de l'UICN et dont les habitats se trouvent dans des zones affectées par des activités, par niveau de risque d'extinction | 8 | 6.5 6.5.6 | 48-49 | 84-85 | Les inventaires annuels depuis 16 ans par les équipes naturalistes et les associations de protection de la nature permettent le suivi de l'évolution des espèces d'oiseaux, d'amphibiens, d'odonates ... | Néant | | Recensement en 2014 en cours selon la Stratégie Nationale pour la Biodiversité |

Volet : Emissions, effluents et déchets


L'effet de serre est un phénomène naturel lié à l'absorption des rayonnements infra rouge (IR) de grande longueur d'onde renvoyés depuis la surface terrestre par des composés présents dans l'atmosphère : gaz carbonique (CO₂), méthane (CH₄), hydrocarbures fluorés (HF) ou perfluorocarbures (PFC), hexafluorure de soufre (SF₆).

Les émissions de gaz à effet de serre du secteur des déchets ont essentiellement deux origines : le méthane, composant principal du biogaz résultant des processus de fermentation anaérobie dans les centres de stockage, et le CO₂ provenant de l'incinération de déchets (d'origine pétrochimique pour une grande part). A ce titre, les actions de valorisation énergétique de déchets impactent positivement la politique de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Ainsi le bilan global en termes d'émission de gaz à effet de serre doit-il s'analyser déduction faite des énergies fossiles substituées. La part du secteur des déchets dans les émissions de gaz à effet de serre de la France est relativement faible : environ 3 %. Depuis une quinzaine d'années des mesures sont prises pour limiter ces émissions :

- ☐ Captage plus important des gaz de centres de stockage (rendu obligatoire avec au minimum brûlage à la torche) et de leur valorisation ;
- ☐ L'équipement des incinérateurs pour la récupération d'énergie.

Le captage du méthane sur les sites de stockage est le principal levier de réduction des émissions des produits déjà stockés. A ce titre, tous les sites de Sécché Environnement ont un dispositif de captage puis de valorisation du CH₄ produit sous forme d'électricité verte, mais aussi calorique (chauffage ; vapeur pour l'hygiénisation des déchets d'activités de soins, la production d'eau chaude pour la station de lavage des camions et la coopérative agricole voisine pour la déshydratation de fourrage).

Une autre part des déchets organiques traités par Sécché Environnement, qui ne peut être valorisée en tant que matière première secondaire (pour diverses raisons de forme physique ou d'état chimique par exemple), recèle encore une part valorisable : son pouvoir calorifique. Lors de l'incinération en continu de tels déchets, ceux-ci brûlent par eux-mêmes dans les fours sans apport extérieur d'énergie fossile, comme le gaz ou un dérivé pétrolier. La chaleur produite par cette combustion est récupérée dans une chaudière sous forme de vapeur d'eau qui, à son tour, actionne un ensemble turbo-alternateur pour produire de l'électricité. La valorisation énergétique s'effectue à ces deux niveaux (vapeur et électricité) et ne subsisteront pour stockage, que des résidus ultimes à la quantité limitée et à la toxicité contrôlée



| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|

(résidus d'épuration des fumées d'incinération et mâchefers/ imbrûlés). En ce qui concerne l'incinération, le CO₂ émis est pour l'essentiel fatal car il provient de la teneur en carbone des déchets.

Quant aux émissions liées aux activités de transports, elles comportent les transports « amont » (des déchets et des approvisionnements) et « aval » (résidus ultimes et matières triées) qu'ils soient effectués par des moyens propres au Groupe ou par voie de sous-traitance.

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|--------------|-------|-------|---|----------------------|----------------------|----------------|----------------|
| EN16 | Emissions totales directes ou indirectes, de gaz à effet de serre | 8 | 6.5 6.5.5 | 38 | 82-83 | Comme cela était prévu dans l'article 75 de la loi Grenelle II, en 2012, Séché Environnement a procédé au bilan de ses émissions de gaz à effet de serre (BEGES), sur les activités de 2011 | kt eqCO ₂ | 608,1 287,3 | 603,9 299,4 | |
| | | | | | | Emissions pour scopes 1+2 – carbone fossile | | | | |
| | | | | | | Emissions pour scopes 1+2 – carbone biogénique | | | | |
| | | | | | | Emissions directes GES | Total | 895,4 | 903,3 | |
| EN17 | Autres émissions indirectes pertinentes de gaz à effet de serre | 8 | 6.5 6.5.5 | 38 | 82-83 | Emissions indirectes GES | Total | kt eqCO ₂ | Hors périmètre | Hors périmètre |
| <p>Le Groupe calcule ses gaz à effet de serre émis, selon les principes du Registre des émissions de gaz à effet de serre (REGES) édité fin 2005 par l'AERES (Association des entreprises pour la réduction des effets de serre) et EpE (Entreprises pour l'environnement). Ce protocole, spécifiquement adapté aux activités de déchets, est compatible avec les meilleures normes internationales comme le GHG Protocol établi sous l'égide du World Business Concil for Sustainable Development (WBCSD).</p> <p>Le scénario de référence français pour mesurer les GES évités est conservateur car il est lié à la production d'électricité, l'énergie dominante en France (nucléaire avec 1 MWh = 70 kg de CO₂) par rapport aux pays de l'annexe 1 du Green House Gas Protocol (429 kg) et surtout nord-américain (580 kg)</p> <p>Les gaz abattus sont le fruit du traitement de gaz spéciaux tels que les CFC, les Halons, le SF₆ ... à très fort pouvoir de réchauffement climatique.</p> | | | | | | | | | | |
| EN 18 | Initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réductions obtenues | 9 | 6.5 6.5.5 | 38-39 | 82-83 | GES évités par production d'énergie pour les scopes 1+2 | kt eqCO ₂ | 34,8 | 39,9 | |
| | | | | | | Total référence France | | | | |
| | | | | | | GES abattus par le traitement de gaz industriels | | 4776 | 2920 | |

- ❑ Les substances concourant à l'acidification de l'atmosphère (communément décrite par des « pluies acides ») sont principalement pour les activités du Groupe, le dioxyde de soufre (SO₂), l'acide chlorhydrique (HCl), les oxydes d'azote (NO_x).
- ❑ L'eutrophisation est quant à elle une perturbation de l'équilibre biologique des sols et des eaux due à un excès d'azote, notamment d'origine atmosphérique. Les substances concernées sont les NO_x et le NH₃ (ce dernier peu pertinent dans les métiers du Groupe).
- ❑ La pollution photochimique se compose d'un ensemble de phénomènes complexes qui conduisent à la formation d'ozone et d'autres composés oxydants. Parmi les sources de ces substances figurent les composés organiques volatils (COV) qui se retrouvent principalement pour le Groupe dans les activités de régénération de solvants et d'incinération. Ces mesures étant récentes et d'une réalisation délicate, les périmètres de mesure sont étendus d'année en année.
- ❑ Les polluants organiques persistants (POP) potentiellement significatifs dans l'industrie du traitement de déchets sont les dioxines et furanes. Entre 2002 et 2014, les rejets sont passés de 2 grammes à 0,094 grammes par an.

| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|

L'exploitation des usines d'incinération s'accompagne du rejet d'effluents gazeux et de poussières dont l'épuration fait l'objet de contrôles très précis. Sont en particulier analysés l'acide chlorhydrique (HCl), le dioxyde de soufre (SO₂), le monoxyde de carbone (CO), le dioxyde d'azote (NO₂).

Les autres techniques de traitement, dont le stockage de classe 2, ont également leurs rejets atmosphériques, pour l'essentiel canalisés. Les quantités captées de biogaz excédant à certaines périodes de l'année les besoins ou possibilités de valorisation énergétique in situ, le solde est brûlé à la torchère comme le prévoit la réglementation.

| | | | | | | | | | |
|------|--|---|--------------|----|-----|--|---|-----------------------------------|------------------------------------|
| EN19 | Emissions de substances appauvrissant la couche d'ozone | 8 | 6.5 6.5.3 | 40 | 121 | Composés organiques volatils COV | t | 53,9 | 100,1 |
| EN20 | Emissions de NOx, SOx et autres émissions significatives dans l'air, par type et par poids | 8 | 6.5 6.5.3 | 40 | 121 | Oxyde d'azote NO ₂ Dioxyde de soufre SO ₂ Acide chlorhydrique HCl Poussières Dioxines et furanes | t NO ₂ t SO ₂ t HCl t grammes | 402 137 7,3 7,5 0,092 | 368 285 7,2 11,9 0,094 |

Une partie des rejets d'eau se fait sous forme de vapeur d'eau dans les processus thermiques. Les autres rejets (sous forme liquide) des différentes installations du Groupe sont réalisés après épuration et contrôle précis des différentes substances chimiques contenues. Les paramètres pris en compte sont par exemple les métaux lourds (indice METOX), la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES).



Il va de soi, que du fait de son activité et de son organisation, Sécché Environnement ne pratique aucun rejet volontaire de produits chimiques, huiles et carburants dans le milieu naturel.

Les principales sources d'émissions après traitement dans le milieu aquatique sont :

- ☐ l'activité stockage qui produit des lixiviats qui sont épurés (partiellement réutilisé en stabilisation) ;
- ☐ les ateliers de traitement physico-chimique ;
- ☐ les unités de traitement humide des gaz d'incinération.



Les milieux aquatiques récepteurs sont, soit des stations d'épuration prévues à cet effet, soit des cours d'eau à fort débit (ex. le rejet de Salaise de 100 m³/heure dans le Rhône dont le débit moyen est de 3,7 millions de m³/heure). Il n'y a aucun rejet dans un milieu ou une zone sensible.



| | | | | | | | | | |
|------|--|---|--------------|----|-----|-----------------------------|-------------------------|------|------|
| EN21 | Total des rejets dans l'eau, par type et par destination | 8 | 6.5 6.5.3 | 42 | 120 | Total des rejets d'eau | Milliers m ³ | 2508 | 2393 |
| | | | | | | Contenant | t | 7400 | 6903 |
| | | | | | | Sels solubles | t | 245 | 197 |
| | | | | | | Demande Chimique en Oxygène | t | 22,3 | 21,5 |
| | | | | | | Matières En Suspension | t | 1,4 | 1,0 |
| | | | | | | Métaux totaux | t | 4,8 | 2,3 |
| | | | | | | METOX | t | 11,5 | 1,0 |

| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Siché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|

Par-delà des actions volontaristes de recyclage, le Groupe doit assumer sa propre production de résidus, directement liée à la nature et au volume des déchets reçus de sa clientèle. Il s'agit principalement des déchets de l'incinération (mâchefers et résidus d'épuration des fumées) et des boues issues des traitements d'eau.

| | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---|---|--------------------------------|----|----|--|-------|---|---|
| EN22 | Masse totale de déchets, par type et par mode de traitement | 8 | 6.5 6.5.3 | 40 | 81 | Valorisation (critère R) : Déchets dangereux produits et valorisés Déchets non dangereux produits et valorisés Elimination (critère D) : Déchets dangereux Déchets non dangereux | kt | 96,6 7,6 89,0 195,6 127,5 68,1 | 162,9 11,2 151,7 245,9 139,7 106,2 |
| EN23 | Nombre total et volume des déversements accidentels significatifs | 8 | 6.5 6.5.3 | 40 | 79 | Aucun déversement accidentel significatif n'est à signaler | Néant | Néant | Néant |
| EN24 | Masse des déchets transportés, importés, exportés ou traités et jugés dangereux aux termes de la Convention de Bâle, Annexes I, II, III et VIII ; pourcentage de déchets exportés dans le monde entier | | 6.5 6.5.3 | | | Très faibles quantités selon la Convention de Bâle | Néant | Non pertinent | Non pertinent |
| EN25 | Identification, taille, statut de protection et valeur de biodiversité des sources d'approvisionnement en eau et de leur écosystème connexe significativement touchés par l'évacuation et le ruissellement des eaux de l'organisation | 8 | 6.5 6.5.4 6.5.6 | 41 | 79 | Néant Les rejets sont effectués après épuration conformément aux arrêtés préfectoraux, dans des stations d'épuration industrielles ou dans le milieu naturel en quantités faibles par rapport au débit du milieu récepteur | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| Volet : Produits et services | | | | | | | | | |
| EN26 | Initiatives pour réduire les impacts environnementaux des produits et des services, et portée de celles-ci | 9 | 6.5 6.5.4 6.5.6 6.7.5 | 12 | 84 | Recours si possible au transport ferroviaire en substitution de la route (sécurité, économie de ressources énergétiques et limitation des émissions de gaz à effet de serre Réduction de la dangerosité des déchets et stockage de déchets ultimes dans des alvéoles de confinement étanches (classe 1) | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |

| Code GRI3 | Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------------------------------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|---|---|
| EN27 | Pourcentage de produits vendus et de leurs emballages recyclés ou réutilisés, par catégorie | 9 | 6.5 6.5.4 6.7.5 | | | Ne concerne pas l'activité du Groupe | Néant | Non applicable | Non applicable |
| Volet : Respect des textes | | | | | | | | | |
| EN28 | Montant des amendes significatives et nombre total de sanctions non pécuniaires pour non-respect des législations et des réglementations en matière d'environnement | 8 | 6.5 | | | Aucune sanction n'est à signaler | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Transport | | | | | | | | | |
| EN29 | Idem à EN28 mais pour les transports | 8 | 6.5 6.5.4 6.6.6 | | | Aucune sanction n'est à signaler | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Généralités | | | | | | | | | |
| EN30 | Total des dépenses et des investissements en matière de protection de l'environnement, par type | 8 | 6.5 | | 119 | Ventilation par domaines Protection de l'air ambiant et du climat Gestion des eaux usées Gestion des déchets Protection des sols et des eaux Autres Total Ventilation par types d'actions Traitement et élimination Mesure et contrôle Prévention des pollutions Total | K€ | 176 441 569 (197) 3077 4107 344 85 3679 4107 | 71 143 152 132 1588 2086 1550 261 275 2086 |

| Code GRI3 | Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|

Volet : Emploi

La politique sociale est axée principalement sur :



- L'emploi stable et la fidélisation des salariés ;
- Le respect des diversités ;
- La sécurité des conditions de travail ;
- La formation permanente ;
- La gestion du temps.



La structure des effectifs privilégie l'emploi stable, le recours à des contrats à durée déterminée (CDD) et à l'intérim s'élevant seulement respectivement à 3,3 % et 11 % de l'effectif de l'année.

Le recours à des interventions de salariés pour des durées déterminées, s'inscrit principalement dans le cadre de remplacements de salariés momentanément absents (19 % des CDD et 43,3% de l'intérim) ou pour répondre à des besoins spécifiques mais temporaires de l'activité (81 % des CDD et 56,7% de l'intérim). L'intérim est notamment adapté à des délais courts et incertains, ou aux remplacements d'été pendant les périodes de congés. Le montant total de la sous-traitance reste limité à 20,5 % du chiffre d'affaires.

La durée hebdomadaire de travail est de 35 heures. Le nombre d'heures supplémentaires reste limité à environ 1,5 % de l'horaire théorique total. La préférence donnée à l'emploi stable avec un recours limité aux heures supplémentaires, s'inscrit dans une politique de maîtrise du risque et de promotion de la sécurité, avec du personnel compétent, formé à son poste de travail, responsable et motivé

| | | | | | | | | | |
|-----|--|---|--------------|----|----|---|--|--|--|
| LA1 | Effectif total par type d'emploi, contrat de travail et zone géographique | | 6.4 6.4.3 | 31 | 64 | Effectif total Effectif France Proportion de contrats à durée indéterminée Proportion de cadres Proportion d'agents de maîtrise Proportion d'employés Proportion d'ouvriers | Nombre Nombre % % % % | 1752 1661 95,8 20 26 16 38 | 1780 1690 96,7 20 26 16 38 |
| LA2 | Turnover du personnel en nombre de salariés et en pourcentage par tranche d'âge, sexe et zone géographique | 6 | 6.4 6.4.3 | 32 | 66 | Total Dont sur CDI en cours Démissions Ruptures conventionnelles Licenciements Retraites et autres Dont autres départs Fin de CDD Mutation Période d'essai et autres | En % de l'effectif en France | 8,02 3,52 0,97 0,61 1,09 0,85 4,50 2,86 1,03 0,61 | 7,80 3,55 1,01 1,18 0,71 0,65 4,25 3,43 0,41 0,41 |

| Code GRI3 | Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|---|---|--------------------------------------|---|--|--|---|---------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| LA3 | Prestations versées aux salariés à temps plein qui ne sont pas versées aux intérimaires, ni aux salariés en contrat à durée déterminée, ni aux salariés à temps partiel, par activités | 6 | 6.4 6.4.3 6.4.4 | | 66;198 | Quelques accords d'intéressement et de participation ont été signés dans les différentes sociétés du Groupe, qui associent à des degrés divers le personnel à la performance de leur société d'appartenance. Le Groupe ne pratique pas de distribution d'actions gratuites, ni n'attribue de stock-options. Total de la réserve de participation Nombre de bénéficiaires Montant global de l'intéressement Nombre de bénéficiaires | K€ | 1546 0 | 1577 0 849 0 |
| Volet : Relations entre la direction et les salariés Séché Environnement est très attaché à la qualité du dialogue social. En effet, l'amélioration des performances individuelles et collectives nécessite une forte implication de l'ensemble du personnel, et son adhésion aux objectifs de l'entreprise. Pour cela le Groupe fait appel à : <ul style="list-style-type: none"> ■ L'intelligence et l'initiative des hommes et des femmes qui le composent ; ■ Leur mobilisation individuelle quotidienne ; ■ La réactivité de tous et leur cohésion dans l'action. Il lui est nécessaire de communiquer en direction de ses salariés, en vue de leur faire partager ses valeurs. Ces échanges prennent des formes variées, institutionnelles avec les partenaires sociaux, ou individuelles par des actions de communications plus ciblées sur la connaissance du métier, de la vie de l'entreprise ou d'engagements en faveur du développement durable. | | | | | | | | | |
| LA4 | Pourcentage de salariés couverts par une convention collective | 1/3 | 6.4 6.4.3 6.4.4 6.4.5 6.3.10 | 31 | 69 | Total Industries chimiques (UIC) Activités du déchet FG3E Transports routiers Travaux publics | % de l'effectif en France | 100 38 46 8 4 4 | 100 37 47 8 4 4 |
| LA5 | Délai minimal de notification préalable à toute modification d'organisation, en indiquant si ce délai est précisé dans une convention collective | 3 | 6.4 6.4.3 | | | Respect de la réglementation sociale en vigueur dans le cadre de toute modification d'organisation. | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Santé et sécurité au travail Le système de management des risques est uniformisé à l'échelle du Groupe dans sa globalité, tant pour les structures agissant dans les domaines du tri, du traitement jusqu'au stockage des déchets en France ou les interventions de dépollution comme de prestations de service au sein des entreprises clientes. Il englobe les effectifs permanents de l'entreprise et ceux des entreprises sous-traitantes qui peuvent être amenées à intervenir sur les sites. | | | | | | | | | |

| Code GRI3 | Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|

Cette maîtrise des risques s'opère à plusieurs niveaux :

- Une maîtrise opérationnelle des procédés associée à une analyse systématique des risques au poste de travail, se traduisant par la mise en place de périmètres et de protocoles de sécurité adaptés comme par le choix impératif des équipements de protection individuels et collectifs. Au sein de chaque unité, le document unique de prévention des risques au poste de travail, est régulièrement revu et enrichi, les procédures et modes opératoires sont alimentés des retours d'expérience. Les sites classés « SEVESO 2 » dont Speichim Processing à Saint-Vulbas font l'objet d'un système de gestion de la sécurité (SGS) conforme aux exigences réglementaires dont les principes sont repris ou déclinés pour d'autres situations au sein du Groupe.
- Une qualification et un professionnalisme des opérateurs au travers de la gestion des parcours de formation des salariés, « l'accueil sécurité » systématique de tous les nouveaux opérateurs, la mobilisation régulière de tous les échelons hiérarchiques dans le cadre des quarts d'heure ou des visites de sécurité.
- Des systèmes de management Qualité, Environnement et Sécurité certifiés pour tous les sites et domaines d'activité.

A la fin de l'année 2014 en France, les activités du Groupe étaient pour une large part certifiées OHSAS 18001. Un raisonnement par rapport aux tonnages traités (donnée la plus pertinente) dans les sites concernés (fonction des métiers exercés) conduit aux taux de couverture suivants :


- Stockage : 96%
- Incinération : 90%
- Physico-chimique : 37%
- Régénération : Néant
- Total tonnage : 91%



Les activités industrielles de Séché Environnement telles que l'incinération, les traitements physico-chimiques et le stockage, sont intégralement certifiées ISO 14001. Seul le transport ne l'est pas, le référentiel ISO 14001 ne convenant pas à cette activité qui adhère à d'autres référentiels comme la « Charte CO2 » pour la limitation des émissions de gaz à effet de serre.



Ces systèmes induisent un « pilotage » des opérations à l'aide d'audits, d'indicateurs, d'objectifs et de plans de progrès. Certains de ces indicateurs sont consolidés au niveau national et alimentent un programme pluriannuel de progrès et de maîtrise des risques, de mutualisation des expériences en matière de contrôle et de prévention, de groupes de travail ou d'interventions d'experts externes.

La santé des opérateurs prend plus spécifiquement son importance dans la mesure où les règlements sur les substances et sur les ambiances de travail se sont considérablement renforcés. Selon la nature des travaux et des activités du Groupe, une surveillance médicale renforcée est proposée aux opérateurs des installations industrielles du Groupe. Par ailleurs, en 2014 l'absentéisme se situe autour de 9%.

| | | | | | | | | |
|-----|--|--------------|----|----|--|---------------------------------|------|------|
| LA6 | Pourcentage de l'effectif total représenté dans des comités mixtes Direction-salariés d'hygiène et de sécurité au travail visant à surveiller et à donner des avis sur les programmes de santé et de sécurité au travail | 6.4 6.4.6 | 26 | 69 | L'intégralité du personnel en France bénéficie d'un CHSCT | Nombre de réunions dans l'année | 50 | 62 |
| LA7 | Taux d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'absentéisme, nombre de journées | 6.4 6.4.6 | 26 | 70 | Taux de fréquence des accidents du travail y.c. personnel intérimaire (pas d'accident mortel) : TF1 : avec arrêt | TF1 | 18,9 | 24,2 |

| Code GRI3 | Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|--|--|--------------------------------------|---|--|--|---|---|--|--|
| LA7 | de travail perdues et nombre total d'accidents du travail mortels, par zone géographique | | | 26 | 69 | Taux d'absentéisme en % | Maladie Accidents du travail. S/total Maternité Autres Total | 4,1 0,4 4,5 0,5 1,2 6,2 | 5,3 1,0 6,3 0,6 2,2 9,1 |
| LA8 | Programmes d'éducation, de formation, de conseil, de prévention et de maîtrise des risques mis en place pour aider les salariés, leur famille ou les membres des communautés locales en cas de maladie grave | | 6.4 6.4.6 6.8 6.8.3 6.8.4 6.8.8 | | | Non pertinent | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| LA9 | Questions de santé et de sécurité couvertes par des accords formels avec les syndicats | | 6.4 6.4.9 | | | Voir politique ci-dessus | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| Volet : Formation et éducation Seule une politique de formation ambitieuse est susceptible de permettre à l'entreprise d'atteindre ses objectifs en termes de Responsabilité sociétale. Pour cela elle doit permettre à chaque collaborateur d'acquérir d'une manière appropriée une attitude, une culture et des savoirs. Chaque salarié se doit de maîtriser son métier dans le respect des exigences santé/sécurité /environnement, mais aussi de comprendre son propre rôle dans l'organisation et d'être capable de mesurer l'impact de ses actions pour lui même, pour les autres et pour l'activité afin de favoriser la transversalité et la coopération. Pour parvenir à cette « excellence métier » le Groupe développe des modules de formation en interne, animées par du personnel lui-même formé à cet effet. L'approche « intégrée » des enseignements dispensés dans le cadre de cette démarche constitue son originalité. Par exemple, les formations réglementaires obligatoires qui, de par leur caractère répétitif et « déconnecté » des réalités du terrain induisent généralement un manque de motivation du personnel, sont autant que possible intégrées à une formation métier plus large. A titre d'illustration, au salarié formé à la conduite d'un engin de manutention sera conjointement dispensé un enseignement relatif à l'étiquetage et au rangement des déchets conditionnés. Ce parcours est complété par deux modules transverses permettant à chaque salarié de s'identifier dans l'ensemble de la vie du Groupe : connaissance des déchets et responsabilité sociétale. Les programmes de développement des compétences permettent aux organisations de planifier l'acquisition par leurs salariés des compétences nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques dans un environnement professionnel en constante évolution. Un effectif plus qualifié et mieux informé renforce le capital humain, contribuant à la satisfaction des salariés et participant à l'amélioration de leur performance. Pour les salariés proches de la retraite, la confiance et la qualité des relations de travail sont d'autant plus grandes qu'ils peuvent compter sur le soutien de l'organisation pour aborder cette période de transition. La formation tout au long de la vie a pour objet de contribuer au développement de connaissances et de compétences permettant à chaque citoyen de s'adapter à un marché du travail en évolution permanente et de s'investir activement, quel que soit le secteur économique dans lequel il évolue. | | | | | | | | | |
| LA10 | Nombre moyen d'heures de formation par an, par salarié et par | | 6.4 6.4.7 | 25 | 71 | Total Cadres | Heures /salarié | 18,18 16,98 | 17,72 17,83 |

| Code GRI3 | Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|--|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|-------------------------|-------------------------|
| | catégorie professionnelle | | | | | Agents de maîtrise Employés Ouvriers | | 22,02 16,37 16,96 | 20,53 14,35 17,21 |
| LA11 | Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie destinés à assurer l'employabilité des salariés et à les aider à gérer leur fin de carrière | | 6.4 6.4.7 6.8.5 | 25 | 70-72 | Voir politique ci-dessus | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| LA12 | Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens d'évaluation et d'évolution de carrière périodiques | | 6.4 6.4.7 | | | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Diversité et égalité des chances Phénomène classique dans les métiers industriels du Groupe, les femmes sont peu nombreuses à la production et dans les activités de maintenance. Elles ne constituent que 4,6 % de l'effectif posté. A l'inverse, elles sont surreprésentées dans le commercial et les fonctions de type administratif ou travaux de laboratoires. La situation des femmes sur un plan contractuel est très voisine de celle des hommes avec un taux de cadres féminins légèrement supérieur à celui des hommes. | | | | | | | | | |
| LA13 | Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par sexe, tranche d'âge, appartenance à une minorité et autres indicateurs de diversité | 1/6 | 6.3.7 6.3.10 6.4 | 31 | 64 | Proportion de femmes dans l'effectif total Proportion de femmes dans l'effectif cadre | % | 23,2 28,0 | 22,4 26,5 |
| | | | 6.4 6.4.3 | 32 | 65-66 | Voir pyramide des âges et de l'ancienneté dans les rapports RSE ou Documents de Référence | Néant | Néant | Néant |
| LA14 | Rapport du salaire de base des hommes et de celui des femmes par catégorie professionnelle | 1/6 | 6.3.7 6.3.10 6.4 6.4.3 | | 67 | Voir pyramide des salaires dans les rapports RSE ou Documents de Référence | Néant | Néant | Néant |

| Code GRI3 | Droits de l'Homme Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
| | | | | | | | | | |



L'ensemble du personnel a connaissance des engagements pris par le Groupe en signant les dix principes du Pacte Mondial (en 2003), dont les clauses relatives aux Droits de l'Homme.



Un dispositif de droit d'alerte pour les salariés a été mis en place dès 2008 pour permettre d'identifier d'éventuels cas de dysfonctionnement.

La rédaction en a été faite conjointement avec Transparency International – France, et la diffusion faite à l'ensemble du personnel par la remise individuelle des « Codes de comportement de d'action » aux salariés du Groupe.

Des traductions ont été faites dans le document source en anglais pour le personnel à l'international, et localement en espagnol pour l'Espagne et l'Amérique latine.

| Volet : Pratiques d'investissement et d'achats | | | | | | | | | |
|--|--|-----|--|-------|-------|---|-------|---------------|---------------|
| HR1 | Pourcentage et nombre total d'accords d'investissement significatifs incluant des clauses relatives aux droits de l'Homme ou ayant été soumis à un contrôle sur ce point | 1/2 | 6.3 6.3.3 6.3.5 6.6.6 | | | Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe | Néant | Non pertinent | Non pertinent |
| HR2 | Pourcentage de fournisseurs ou de sous-traitants majeurs dont le respect des droits de l'Homme a fait l'objet d'un contrôle ; mesures prises | 2 | 6.3 6.3.3 6.3.5 6.4.3 6.6.6 | | | Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe | Néant | Non pertinent | Non pertinent |
| HR3 | Nombre total d'heures de formation des salariés sur les politiques et procédures relatives aux droits de l'Homme applicables dans leur activité ; % de salariés formés | | 6.3 6.3.5 | 25 | 70-72 | Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe | Néant | Non pertinent | Non pertinent |
| Volet : Non discrimination | | | | | | | | | |
| HR4 | Nombre total d'incidents de discrimination et mesures prises | | 6.3 6.3.6 6.3.7 6.3.10 6.6.3 | 31-33 | 73-74 | Voir politique ci-dessus Voir le chapitre Promotion et respect des conventions de l'OIT du document de référence | Néant | Néant | Néant |



| Code GRI3 | Droits de l'Homme Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|--|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|-----------------------|-----------------------|
| Volet : Liberté syndicale et droit de négociation | | | | | | | | | |
| HR5 | Activités identifiées au cours desquelles le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective risque d'être menacé ; mesures prises pour assurer ce droit | | 6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.8 6.3.10 6.4.3 6.4.5 | 31 | 69;74 | Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui se déroule quasi exclusivement en France où l'ensemble des salariés sont couverts par une convention collective, et où les réunions syndicales et de représentation du personnel se sont déroulées conformément à la loi et aux réglementations sociales | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| Volet : Interdiction du travail des enfants | | | | | | | | | |
| HR6 | Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents impliquant le travail d'enfants ; mesures prises pour contribuer à interdire ce type de travail | | 6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10 | | 74 | Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui est quasi exclusivement en France ou dans l'Union Européenne, en respectant les réglementations en vigueur et conventions de l'OIT | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| Volet : Abolition du travail forcé ou obligatoire | | | | | | | | | |
| HR7 | Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire ; mesures prises pour contribuer à abolir ce type de travail | | 6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10 | | 74 | Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui est quasi exclusivement en France ou dans l'Union Européenne, en respectant les réglementations en vigueur et conventions de l'OIT | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
| Volet : Pratiques de sécurité | | | | | | | | | |
| HR8 | % d'agents en charge de la sécurité ayant été formés aux politiques ou procédures de l'organisation relatives aux droits de l'Homme applicables dans leur activité | 2 | 6.3 6.3.5 6.4.3 6.6.6 | | | Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe | Néant | Non pertinent | Non pertinent |

| Code GRI3 | Droits de l'Homme Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sèches Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|
| | | | | | | | | | |

| Volet : Droits des populations autochtones | | | | | | | | | |
|--|---|---|---|--|----|---|-------|-------|-------|
| HR9 | Nombre total d'incidents impliquant la violation des droits des populations autochtones et actions prises | 1 | 6.3 6.3.6 6.3.7 6.3.8 6.6.7 | | 74 | Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui est quasi exclusivement en France ou dans l'Union Européenne, en respectant les réglementations en vigueur et conventions de l'OIT | Néant | Néant | Néant |



SOCIÉTÉ

| Code GRI3 | Société Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|

Volet : Communautés

Séché Environnement développe son action dans une logique sinon de partenariat du moins de complémentarité avec les grandes organisations non gouvernementales (ONG) actives, en particulier dans le domaine de la défense environnementale et de la préservation de la santé.

Outre ces actions de dialogue permanent avec les associations de défense de l'environnement relativement à l'utilité sociétale du métier du Groupe et de sa manière de l'exercer, Séché Environnement initie également des partenariats ciblés sur des opérations de préservation de la biodiversité autour de ses sites. Pour son activité et d'une manière générale, Séché Environnement est convaincu que la préservation de la biodiversité sera un enjeu important des prochaines décennies. L'identification, et l'analyse de la valeur d'un milieu par l'expertise de sa biodiversité, doivent permettre de concilier au plus près la gestion des espaces dits naturels avec ceux à usage industriel ou domestique, principalement dans toutes les activités gourmandes en territoire.

Pour cela il est nécessaire d'identifier les différentes pressions environnementales sur ces territoires y compris en dehors des secteurs ayant un statut de classement Natura 2000, ou de type Parc naturel régional. La biodiversité est liée aux activités humaines, sa préservation doit être prise en compte de manière intrinsèque dans toutes les activités humaines, comme il est fait pour l'eau ou l'air, issus des procédés industriels.

Les principaux sites du Groupe étant des établissements classés pour la protection de l'environnement, leur arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter leur impose de réunir sous la houlette de l'administration, des comités locaux d'information et de surveillance. Ces CLIS sont des instances de dialogue tripartites, entre l'industriel, les citoyens (riverains, associations, etc.) et l'administration. A l'occasion de la révision de certains de ces arrêtés préfectoraux, les dossiers complets d'impact sont tenus à la disposition des populations, un dialogue est engagé au quotidien, et des réunions publiques permettent de répondre aux questions des parties intéressées.

Par ailleurs, le Groupe assure l'ouverture de ses sites aux clients, élus, riverains, associations et écoliers. Les visiteurs sont invités à découvrir les moyens mis en œuvre ainsi que les actions concrètes menées en vue de protéger la santé, l'environnement en général, et la biodiversité sur les sites de stockage en particulier, car situés en zones rurales, ce sont eux qui s'y prêtent le mieux.



Enfin, le Groupe développe quelques relations privilégiées avec des établissements d'enseignements supérieurs dans un cadre d'échanges industrie/universités.

| | | | | | | | | | |
|-----|---|---|---|---------------------|-------|------------------------------------|-------|-----------------------|-----------------------|
| SO1 | Nature, portée et efficacité de tout programme et pratique d'évaluation et de gestion des impacts des activités, à tout stade d'avancement, sur les communautés | 1 | 6.3.9 6.8 6.8.5 6.8.7 6.6.7 | 7 21-22 36;47 | 87-88 | Voir politique détaillée ci-dessus | Néant | Indicateur qualitatif | Indicateur qualitatif |
|-----|---|---|---|---------------------|-------|------------------------------------|-------|-----------------------|-----------------------|

Volet : Corruption

Un article spécifique à la prévention et à la lutte contre la corruption dans les Codes de Comportement et d'Action remis à l'ensemble du personnel pose les principes de bonne conduite en vigueur dans le Groupe. La procédure en question a été rédigée avec l'assistance de Transparency International – France. Un système d'alerte (whistleblowing) vient compléter le dispositif depuis 2008.

| | | | | | | | | | |
|-----|--|----|--------------|----|-------|---|-------|-------|-------|
| SO2 | Pourcentage et nombre total de domaines d'activité stratégique soumis à des analyses de risques en matière de corruption | 10 | 6.6 6.6.3 | 20 | 88-89 | Voir politique dans le Document de Référence | Néant | Néant | Néant |
| SO3 | Pourcentage de salariés formés aux politiques et procédures anti-corruption de l'organisation | | 6.6 6.6.3 | 20 | 88-89 | Personnel sensibilisé au moyen du Code individuel de Comportement et d'Action | % | 100% | 100% |

| Code GRI3 | Société Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|
|-----------|---|--------------------------------------|---|--|--|--|--------|--------------|--------------|



| | | | | | | | | | |
|-----|---|--|--------------|----|-------|---|-------|------------------|------------------|
| SO4 | Mesures prises en réponse à des incidents de corruption | | 6.6 6.6.3 | 20 | 88-89 | Aucune mauvaise pratique n'a été décelée sur la période | Néant | Pas de cas avéré | Pas de cas avéré |
|-----|---|--|--------------|----|-------|---|-------|------------------|------------------|

Volet : Politiques publiques

Le Groupe considère le lobbying comme une action positive visant à fournir aux politiques et aux législateurs l'information qui leur est nécessaire pour faire face aux enjeux actuels et définir un contexte législatif et réglementaire à un environnement de plus en plus complexe. A cet effet le Groupe participe, en lien avec les différents syndicats et associations professionnelles à des travaux en commissions d'information, de normalisation ou autre.



Tout en se faisant connaître et en défendant leurs positions auprès des pouvoirs publics et des élus, ces organisations professionnelles apportent au débat leur expertise et leurs connaissances techniques, et se positionnent comme forces de proposition, dans un esprit de transparence et de dialogue avec l'ensemble des parties-prenantes, dans une perspective de développement durable.

| SO5 | Affichage politique, participation à la formulation des politiques publiques et lobbying | 6.6 6.6.4 6.8.3 | Voir politique ci-dessus et tableau des prises de position publiques ci-contre : | <table><tr><th>INSTANCES ET/OU OBJET DU DIALOGUE</th><th>Organisations professionnelles mobilisées</th><th>Positions publiques défendues en 2013</th></tr><tr><td colspan="3">En France</td></tr><tr><td>Régions / Plans de gestion des déchets dangereux</td><td>SYPRED</td><td>Participation à la rédaction et à l'évaluation des plans régionaux de gestion des déchets dangereux.</td></tr><tr><td>MRP / Valorisation des déchets non dangereux</td><td>FNADE</td><td>Travaux sur les combustibles solides de récupération.</td></tr><tr><td>MEDDE + MRP + ADEME / Eco-industries et Investissements d'avenir</td><td>FNADE, SYPRED</td><td>Participation au Comité Stratégique des Eco-Industries (COSEI) dans le cadre de la transition écologique de la Conférence Environnementale.</td></tr><tr><td>MEDDE + MRP / Gestion post-catastrophe des déchets</td><td>GEIDE post catastrophes</td><td>Edition de 12 guides sur la prévention des catastrophes naturelles l'attention des particuliers, collectivités et industriels.</td></tr><tr><td>MEDDE + ADEME + éco-organismes / DDS</td><td>SYPRED, I GEDEDIM</td><td>Commission d'agrément pour la création de l'éco-organisme (EcoDDS) en charge des déchets dangereux spécifiques (DDS).</td></tr><tr><td>Eco-organismes / Autres déchets</td><td>FNAD</td><td>Commission consultative d'agrément des éco-organismes.</td></tr><tr><td>MEDDE / Statut de déchets</td><td>SYPRED</td><td>Membre de la commission sur la sortie du statut de déchets.</td></tr><tr><td>MEDDE / Directive Seveso</td><td>SYPRED</td><td>Mise en place de Seveso 3.</td></tr><tr><td>MEDDE / Directive IED / BREF Traitement de déchets</td><td>FNADE, SYPRED, SNAD, SYRES, SVDU</td><td>Travaux sur l'application française de la Directive IED (Industrial Emission Control) pour les établissements classés dont l'incinération.</td></tr><tr><td>ASPRODET / Conférence réglementation des déchets</td><td>ASPRODET</td><td>Réglementation sur la gestion des déchets - Axes d'évolution et aspects réglementaires: Situation au sein de l'Union Européenne et en France.</td></tr><tr><td>ASPRODET / Conférence caractérisation des déchets</td><td>ASPRODET</td><td>Conférence sur la caractérisation, l'étiquetage et l'emballage des déchets dangereux, le juste équilibre.</td></tr><tr><td>ASPRODET</td><td>ASPRODET</td><td>Conférence sur les enjeux de l'information au service de la sécurité, des installations et de l'environnement.</td></tr><tr><td colspan="3">En Europe</td></tr><tr><td>Commission Européenne</td><td>FEAD, FNADE, HWE, EURITS, ESG, CEWEP</td><td>Application de la Directive IED (Industrial Emission Control) pour les établissements classés dont l'incinération.</td></tr><tr><td>Commission Européenne Joint Research Center</td><td>HWE, FEAD</td><td>BREF sur les traitements de déchets, participation à l'élaboration du BREF traitement de déchets.</td></tr><tr><td>Commission Européenne Joint Research Center</td><td>EURITS, HWE, CEWEP, FEAD</td><td>BREF sur l'incinération des déchets non dangereux et dangereux, préparation aux discussions.</td></tr></table> | | | INSTANCES ET/OU OBJET DU DIALOGUE | Organisations professionnelles mobilisées | Positions publiques défendues en 2013 | En France | | | Régions / Plans de gestion des déchets dangereux | SYPRED | Participation à la rédaction et à l'évaluation des plans régionaux de gestion des déchets dangereux. | MRP / Valorisation des déchets non dangereux | FNADE | Travaux sur les combustibles solides de récupération. | MEDDE + MRP + ADEME / Eco-industries et Investissements d'avenir | FNADE, SYPRED | Participation au Comité Stratégique des Eco-Industries (COSEI) dans le cadre de la transition écologique de la Conférence Environnementale. | MEDDE + MRP / Gestion post-catastrophe des déchets | GEIDE post catastrophes | Edition de 12 guides sur la prévention des catastrophes naturelles l'attention des particuliers, collectivités et industriels. | MEDDE + ADEME + éco-organismes / DDS | SYPRED, I GEDEDIM | Commission d'agrément pour la création de l'éco-organisme (EcoDDS) en charge des déchets dangereux spécifiques (DDS). | Eco-organismes / Autres déchets | FNAD | Commission consultative d'agrément des éco-organismes. | MEDDE / Statut de déchets | SYPRED | Membre de la commission sur la sortie du statut de déchets. | MEDDE / Directive Seveso | SYPRED | Mise en place de Seveso 3. | MEDDE / Directive IED / BREF Traitement de déchets | FNADE, SYPRED, SNAD, SYRES, SVDU | Travaux sur l'application française de la Directive IED (Industrial Emission Control) pour les établissements classés dont l'incinération. | ASPRODET / Conférence réglementation des déchets | ASPRODET | Réglementation sur la gestion des déchets - Axes d'évolution et aspects réglementaires: Situation au sein de l'Union Européenne et en France. | ASPRODET / Conférence caractérisation des déchets | ASPRODET | Conférence sur la caractérisation, l'étiquetage et l'emballage des déchets dangereux, le juste équilibre. | ASPRODET | ASPRODET | Conférence sur les enjeux de l'information au service de la sécurité, des installations et de l'environnement. | En Europe | | | Commission Européenne | FEAD, FNADE, HWE, EURITS, ESG, CEWEP | Application de la Directive IED (Industrial Emission Control) pour les établissements classés dont l'incinération. | Commission Européenne Joint Research Center | HWE, FEAD | BREF sur les traitements de déchets, participation à l'élaboration du BREF traitement de déchets. | Commission Européenne Joint Research Center | EURITS, HWE, CEWEP, FEAD | BREF sur l'incinération des déchets non dangereux et dangereux, préparation aux discussions. |
|--|--|---|--|--|---|---|-----------------------------------|---|---------------------------------------|-----------|--|--|--|--------|--|--|-------|---|--|---------------|---|--|-------------------------|--|--------------------------------------|-------------------|---|---------------------------------|------|--|---------------------------|--------|---|--------------------------|--------|----------------------------|--|----------------------------------|--|--|----------|---|---|----------|---|----------|----------|--|-----------|--|--|-----------------------|--------------------------------------|--|---|-----------|---|---|--------------------------|--|
| | | | | INSTANCES ET/OU OBJET DU DIALOGUE | Organisations professionnelles mobilisées | Positions publiques défendues en 2013 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | En France | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | Régions / Plans de gestion des déchets dangereux | SYPRED | Participation à la rédaction et à l'évaluation des plans régionaux de gestion des déchets dangereux. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | MRP / Valorisation des déchets non dangereux | FNADE | Travaux sur les combustibles solides de récupération. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | MEDDE + MRP + ADEME / Eco-industries et Investissements d'avenir | FNADE, SYPRED | Participation au Comité Stratégique des Eco-Industries (COSEI) dans le cadre de la transition écologique de la Conférence Environnementale. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | MEDDE + MRP / Gestion post-catastrophe des déchets | GEIDE post catastrophes | Edition de 12 guides sur la prévention des catastrophes naturelles l'attention des particuliers, collectivités et industriels. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | MEDDE + ADEME + éco-organismes / DDS | SYPRED, I GEDEDIM | Commission d'agrément pour la création de l'éco-organisme (EcoDDS) en charge des déchets dangereux spécifiques (DDS). | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | Eco-organismes / Autres déchets | FNAD | Commission consultative d'agrément des éco-organismes. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | MEDDE / Statut de déchets | SYPRED | Membre de la commission sur la sortie du statut de déchets. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MEDDE / Directive Seveso | SYPRED | Mise en place de Seveso 3. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MEDDE / Directive IED / BREF Traitement de déchets | FNADE, SYPRED, SNAD, SYRES, SVDU | Travaux sur l'application française de la Directive IED (Industrial Emission Control) pour les établissements classés dont l'incinération. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ASPRODET / Conférence réglementation des déchets | ASPRODET | Réglementation sur la gestion des déchets - Axes d'évolution et aspects réglementaires: Situation au sein de l'Union Européenne et en France. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ASPRODET / Conférence caractérisation des déchets | ASPRODET | Conférence sur la caractérisation, l'étiquetage et l'emballage des déchets dangereux, le juste équilibre. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ASPRODET | ASPRODET | Conférence sur les enjeux de l'information au service de la sécurité, des installations et de l'environnement. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| En Europe | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Commission Européenne | FEAD, FNADE, HWE, EURITS, ESG, CEWEP | Application de la Directive IED (Industrial Emission Control) pour les établissements classés dont l'incinération. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Commission Européenne Joint Research Center | HWE, FEAD | BREF sur les traitements de déchets, participation à l'élaboration du BREF traitement de déchets. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Commission Européenne Joint Research Center | EURITS, HWE, CEWEP, FEAD | BREF sur l'incinération des déchets non dangereux et dangereux, préparation aux discussions. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Code GRI3 | Société Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|---|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
| SO6 | Total des contributions versées en nature et en espèces aux partis politiques, hommes politiques et institutions connexes, par pays | 10 | 6.6 6.6.4 6.8.3 | | 73 | Le groupe s'interdit d'apporter sa contribution financière au profit de candidats, d'élus ou de partis politiques | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Comportement anti concurrentiel Le Groupe attend de ses salariés qu'ils respectent les règles applicables en matière de concurrence. Aucun accord ou arrangement ne peut intervenir avec les concurrents visant à amoindrir la libre concurrence. | | | | | | | | | |
| SO7 | Nombre total d'actions en justice pour comportement anti-concurrentiel, infractions aux lois anti-trust et pratiques monopolistiques ; résultat de ces actions | | 6.6 6.6.5 6.6.7 | | | Voir politique ci-dessus | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Respect des textes | | | | | | | | | |
| SO8 | Montant des amendes significatives et nombre total de sanctions non financières pour non-respect des lois et des réglementations | | 6.6 6.6.7 6.8.7 | | | Aucune mauvaise pratique n'a été décelée sur la période | Néant | Néant | Néant |



RESPONSABILITÉ du fait des produits



| Code GRI3 | Responsabilité du fait des produits Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|
|-----------|--|--------------------------------------|---|--|--|---|--------|--------------|--------------|

Délivrant une prestation de service de valorisation et de traitement de déchets, la rubrique relative à la responsabilité du fait des produits est peu significative. La notion de traçabilité du déchet est satisfaite par l'application de la réglementation en la matière avec les procédures de Bordereau de Suivi des Déchets (BSD). Aucun manquement n'a été signalé à ce titre. La responsabilité du fait des produits a été précisée par une ordonnance de décembre 2010, transcription en droit français de la Directive Cadre sur les Déchets de décembre 2008. Elle entraîne une refonte réglementaire relative à la Responsabilité Elargie du Producteur (REP).

Le Groupe sera susceptible d'être concerné au titre de la mise sur le marché de matières premières dites secondaires.

Les aspects santé sont essentiellement repris dans le respect des réglementations relatives aux conditions d'exploitation des sites, établissements classés pour la protection de l'environnement.

| Volet : Santé et sécurité des consommateurs | | | | | | | | | |
|---|---|---|--|--|--|--|-------|----------------|----------------|
| PR1 | Etapes du cycle de vie où sont évalués en vue de leur amélioration les impacts des produits et des services sur la santé et la sécurité, et pourcentage de catégories de produits et de services significatives soumises à ces procédures | | 6.3.9 6.6.6 6.7 6.7.4 6.7.5 | | | Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus | Néant | Non applicable | Non applicable |
| PR2 | Nombre total d'incidents de non-conformité aux réglementations et aux codes volontaires concernant les impacts sur la santé et la sécurité des produits et des services, par type de résultat | | 6.3.9 6.6.6 6.7 6.7.4 6.7.5 | | | Pas de cas avéré | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Etiquetage des produits et des services | | | | | | | | | |
| PR3 | Type d'information sur les produits et les services requis par les procédures et pourcentage de produits et de services significatifs soumis à ces exigences d'information | 8 | 6.7 6.7.3 6.7.4 6.7.5 6.7.6 6.7.9 | | | Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus | Néant | Non applicable | Non applicable |

| Code GRI3 | Responsabilité du fait des produits Indicateurs de performance Libellé GRI 3  | Principes du Pacte Mondial rattachés | Questions centrales Domaines d'action ISO 26000 | Localisation dans rapport RSE (n° de page) | Localisation dans Document de Référence (page) | Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires  | Unités | Valeurs 2013 | Valeurs 2014 |
|---|--|--------------------------------------|--|--|--|---|--------|----------------|----------------|
| PR4 | Nombre total d'incidents de non-conformité aux réglementations et aux codes volontaires concernant l'information sur les produits et les services et leur étiquetage, par type de résultat | 8 | 6.7 6.7.3 6.7.4 6.7.5 6.7.6 6.7.9 | | | Pas de cas avéré | Néant | Néant | Néant |
| PR5 | Pratiques relatives à la satisfaction client et notamment résultat des enquêtes de satisfaction client | | 6.7 6.7.4 6.7.5 6.7.6 6.7.8 6.7.9 | | | Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus | Néant | Non applicable | Non applicable |
| Volet : Communication marketing | | | | | | | | | |
| PR6 | Programmes de veille de la conformité aux lois, normes et codes volontaires relatifs à la communication marketing, y compris publicité, promotion et parrainages | | 6.7 6.7.3 6.7.6 6.7.9 | | | Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus | Néant | Non applicable | Non applicable |
| PR7 | Nombre total d'incidents de non-conformité aux réglementations et aux codes volontaires relatifs à la communication marketing, y compris publicité, promotion et parrainages | | 6.7 6.7.3 6.7.6 6.7.9 | | | Pas de cas avéré | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Respect de la vie privée | | | | | | | | | |
| PR8 | Nombre total de plaintes fondées pour atteinte à la vie privée et de perte de données relatives aux clients | | 6.7 6.7.7 | | | Pas de cas avéré | Néant | Néant | Néant |
| Volet : Respect des textes | | | | | | | | | |
| PR9 | Montant des amendes significatives encourues pour non-respect des lois et des réglementations concernant la mise à disposition et l'utilisation des produits et des services | | 6.7 6.7.6 | | | Pas de cas avéré | Néant | Néant | Néant |